



CHARPENTES MÉTALLIQUES COMPLEXES
ET COMPOSANTES LOURDES EN ACIER
POUR L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE

RAPPORT TRIMESTRIEL 3

Périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011

GROUPE ADF INC.

300, rue Henry-Bessemer
Terrebonne (Québec)
Canada J6Y 1T3

Tél. 450.965.1911
Sans frais 1.800.263.7560
Fax 450.965.8558

infos@adfgroup.com
www.adfgroup.com

Table des matières

Message aux actionnaires

Rapport de gestion sur l'évolution de la situation financière et les résultats d'opération	3
Déclaration libératoire.....	3
Aperçu général.....	3
Événements significatifs survenus depuis le 31 octobre 2011.....	4
Taux de change.....	4
Changements relatifs aux conventions comptables.....	4
Mesures non conformes aux IFRS.....	4
Analyse des résultats d'exploitation des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011	5
Résultats comparatifs des huit derniers trimestres	10
Flux de trésorerie et situation financière.....	10
Carnet de commandes.....	13
Dividende.....	13
Situation financière	13
Enjeux liés à l'environnement économique actuel.....	14
Facteurs externes ayant une influence sur le rendement de la Société	14
Instruments financiers.....	15
Évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière et contrôle interne à l'égard de l'information financière	15
Normes internationales d'information financière (« IFRS »)	15
Nouvelle norme comptable.....	19
Nouvelles normes IFRS non encore appliquées	19
Ressources humaines	20
Perspectives.....	20
Renseignements supplémentaires.....	21
États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.....	23
Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités).....	28

En réponse au contexte économique qui demeure particulièrement contraignant au sein de ses marchés cibles — surtout aux États-Unis —, Groupe ADF continue d'œuvrer avec énergie à assurer la rentabilité de ses activités et la solidité de son bilan, de même qu'à rechercher des occasions de développement compatibles avec sa vision et ses valeurs.

Résultats des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, la conjugaison de plusieurs facteurs a entraîné un repli des résultats de la Société qui a inscrit un bénéfice net de 0,4 million de dollars ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), comparativement à un bénéfice net de 0,9 million de dollars ou 0,03 \$ par action (de base et dilué) au même trimestre l'année précédente.

Les produits du troisième trimestre de l'exercice 2012 se sont chiffrés à 11,2 millions de dollars par rapport à 13,7 millions de dollars au même trimestre l'an dernier. Outre la faiblesse économique, ce recul s'explique principalement par une composition différente des produits facturés en termes, notamment, d'heures de fabrication et de fourniture de matière première et autres.

Ces mêmes facteurs ont contribué au recul de la marge bénéficiaire brute, qui est passée de 20 % des produits au troisième trimestre de l'exercice 2011, à 15 % cette année. Plus spécifiquement, cette baisse s'explique par le début de la fabrication de nouveaux projets à marges moins élevées, conformément au plan d'action mis en place en début d'exercice, dont l'objectif est d'augmenter le carnet de commandes à court terme. Finalement, cette dernière a aussi été affectée, dans une certaine mesure, par la constatation d'une partie des coûts associés à des modifications et ajustements contractuelles dans le cadre de contrats en cours, alors que les produits générés par ces travaux devraient être constatés à une date ultérieure, conformément aux politiques et processus régissant la constatation des produits et des charges. Les produits et bénéfices afférents à ces modifications contractuelles devraient être constatés au cours des prochains mois.

Depuis le début de l'exercice 2012, Groupe ADF a cumulé des produits de 37,6 millions de dollars, en baisse de 7 % sur ceux de la période équivalente de neuf mois de l'exercice 2011. Ce recul s'explique par les mêmes éléments décrits plus haut, jumelés à une appréciation de 5 % de la valeur du dollar canadien relativement à la devise américaine entre les deux périodes comparatives. Cependant, la marge brute n'a que légèrement fléchi, passant de 24 % à 21 %. Finalement, ADF a clos la période de neuf mois avec un bénéfice net cumulatif de 2,3 millions de dollars ou 0,07 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 3,7 millions de dollars ou 0,11 \$ par action (de base et dilué) à la même période l'an dernier. En plus des facteurs susmentionnés, ce repli s'explique par la non récurrence de certains éléments favorables comptabilisés l'an dernier, ainsi que par la réalisation de gains sur change inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

Renforcement du bilan

En termes de flux monétaires, les activités opérationnelles de la Société ont produit des liquidités de 7,9 millions de dollars depuis le début du présent exercice, comparativement à 6,6 millions de dollars à la même période l'année précédente. Les fonds générés par nos opérations ont ainsi permis de renforcer la santé financière de la Société qui disposait d'un fonds de roulement de 43,2 millions de dollars au 31 octobre 2011, incluant des liquidités disponibles à court terme (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme) de 25,4 millions de dollars. Celles-ci excédaient ainsi de 18,6 millions de dollars l'endettement total de Groupe ADF, plaçant la Société en solide posture pour poursuivre ses opérations courantes, mener à bien ses projets de développement et rémunérer son actionariat conformément à la politique de versement de dividende instaurée par notre conseil d'administration au début de l'exercice 2012.

Perspectives

En date du 31 octobre 2011, le carnet de commandes de Groupe ADF se chiffrait à 49 millions de dollars. Le calendrier d'exécution de ces commandes devrait s'échelonner jusqu'à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2013 de la Société. Bien que la situation économique actuelle demeure préoccupante aux États-Unis, les grands mandats sur les lesquels nous œuvrons présentement dans le cadre de la reconstruction du World Trade Center, à New York, demeureront une source de rentabilité pour Groupe ADF au cours des prochains mois, tout en consolidant nos assises dans ce marché appelé à connaître un nouvel essor d'ici quelques années. À court terme, nous misons spécialement sur le marché canadien, où les perspectives économiques sont plus favorables, afin de regarnir notre carnet de commandes.

Le président du conseil d'administration et chef de la direction

/ Signé /

Jean Paschini

Terrebonne (Québec), le 8 décembre 2011

Avis aux lecteurs

Toutes les données financières commentées dans ce message aux actionnaires sont, sauf indication contraire, présentées en vertu des Normes Internationales d'information financière (IFRS). Une description détaillée de la transition de Groupe ADF Inc. aux IFRS est fournie dans le rapport de gestion et les notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre terminé le 31 octobre 2011.

RAPPORT DE GESTION

sur l'évolution de la situation financière et les résultats d'opération



La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'opération (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu des changements survenus dans la situation financière de Groupe ADF Inc. (« ADF » ou « la Société ») entre le 1^{er} août 2011 et le 31 octobre 2011. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 à ceux des mêmes périodes de l'exercice précédent. Cette analyse tient compte de tout événement important survenu entre le 1^{er} août 2011 et le 8 décembre 2011, date à laquelle le conseil d'administration de Groupe ADF Inc. a approuvé les états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que l'analyse des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011.

Cette analyse doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la période terminée le 31 octobre 2011 ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 janvier 2011. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les données comparatives ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière 1 « Première application des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») », ainsi qu'à la norme comptable internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire », publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») (se référer à la rubrique intitulée « Normes internationales d'information financière » ci-après). La Société publie ses résultats en dollars canadiens. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse, ainsi que dans les tableaux sont exprimés en dollars canadiens.

DÉCLARATION LIBÉRATOIRE

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant ADF, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact de la conjoncture économique au Canada et aux États-Unis ; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements ; l'intensification de la concurrence ; une pénurie éventuelle de personnel ou de gestionnaires qualifiés ; la disponibilité et les fluctuations des prix des produits de base ; les variations des taux de change ou d'intérêt ; la volatilité des marchés boursiers ; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Facteurs externes ayant une incidence sur le rendement de la Société » de la présente analyse. Il faut noter que la liste fournie dans cette analyse des facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Les prévisions exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont la Société disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives. Toutefois, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

APERÇU GÉNÉRAL

D'un atelier de forge fondé en 1956, Groupe ADF Inc. est devenu, au fil des ans, un chef de file nord-américain dans la conception et l'ingénierie de connexions, la fabrication et l'installation de charpentes métalliques complexes, de composantes assemblées lourdes en acier, ainsi que de métaux ouvrés et architecturaux. Les produits et services de la Société sont destinés aux cinq principaux segments suivants du marché de la construction non résidentielle : les tours de bureaux et édifices en hauteur, les complexes commerciaux et récréatifs, les installations aéroportuaires, les complexes industriels et les installations nucléaires, ainsi que les infrastructures de transport. La Société exploite une usine moderne de fabrication de 58 530 mètres carrés (630 000 pieds carrés) au Canada et utilise les technologies les plus avancées de l'industrie.

Pionnier dans le développement et la mise en application de solutions novatrices, Groupe ADF Inc. est reconnu pour son expertise en ingénierie et en gestion de projets, son importante capacité de fabrication et sa compétence dans deux créneaux de marché spécialisés : la fabrication de superstructures en acier comportant un haut niveau de complexité architecturale et géométrique, de même que les projets à échéanciers accélérés. De plus, ADF se conforme depuis décembre 2009 aux exigences particulières des systèmes nucléaires en vigueur en Amérique, ce qui lui a permis d'ajouter à sa gamme de services la fabrication de charpentes métalliques destinées aux projets de construction ou de rénovation d'installations nucléaires.

L'engagement de Groupe ADF Inc. à exécuter chaque projet selon les plus hautes normes de qualité en vigueur de l'industrie constitue un volet important de sa mission.

ADF dessert une clientèle diversifiée dans le marché de la construction non résidentielle :

- entrepreneurs généraux en construction ;
- propriétaires de projets ;
- firmes d'ingénieurs et architectes de projets ;
- monteurs de charpentes métalliques ; et
- autres fabricants de charpentes métalliques.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LE 31 OCTOBRE 2011

Une entente est intervenue, au cours des dernières semaines, entre Groupe ADF Inc. et différents intervenants impliqués dans les projets au World Trade Center (« WTC ») à New York aux États-Unis, afin d'accélérer le processus de revue des modifications aux contrats et le recouvrement des créances. La Société s'était auparavant prévalu des mesures disponibles selon ces différents contrats.

De plus, la Société annonce le report de son projet de développement dans l'Ouest Canadien à la suite du refus par les autorités provinciales et municipales des exigences minimales requises par ADF. Rappelons que Groupe ADF Inc. négociait activement depuis plus de 18 mois avec la province du Manitoba et la ville de Winnipeg l'achat d'un terrain industriel afin d'y construire, en partenariat, une usine de fabrication de 9,290 m² (100,000 pi²). Cet achat était sujet à la conclusion d'une vérification diligente incluant, notamment, des mesures de remédiation environnemental, satisfaisante à Groupe ADF Inc. et son partenaire. Conformément à sa gestion responsable, la Société a décidé de mettre un terme à ces négociations et d'analyser d'autres options pour accroître sa couverture des marchés de l'Ouest Canadien.

TAUX DE CHANGE

La Société est exposée aux fluctuations de change résultant de la conversion des produits (revenus), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées en devises étrangères. Des taux moyens sont utilisés (considérés comme une approximation raisonnable des taux réels) pour la conversion des produits (à l'exception des contrats de change à terme) et des charges pour les périodes mentionnées, alors que la conversion des éléments d'actif et de passif utilise des taux de clôture. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2011, ainsi que des trimestres précédents, la Société a appliqué les taux de change suivants entre les devises canadienne et américaine :

(\$ CA/\$ US)	États du résultat et du résultat global		État de la situation financière
	Trimestriel	Cumulatif	
Troisième trimestre (31 octobre 2010)	1,0313	1,0334	1,0202
Quatrième trimestre (31 janvier 2011)	1,0052	1,0264	1,0015
Premier trimestre (30 avril 2011)	0,9741	0,9741	0,9464
Deuxième trimestre (31 juillet 2011)	0,9673	0,9707	0,9555
Troisième trimestre (31 octobre 2011)	1,0012	0,9809	0,9967

La valeur du dollar canadien face à la devise américaine a légèrement fléchi au cours du troisième trimestre du présent exercice. Par contre, la fluctuation des devises a représenté un défi pour ADF pour l'ensemble de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, puisque le taux de change moyen s'est apprécié de 5 % (1,0334 \$ CA/\$ US à 0,9809 \$ CA/\$ US) sur une base cumulative.

CHANGEMENTS RELATIFS AUX CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} février 2011, ADF a adopté les IFRS aux fins de présentation de l'information financière, établissant la date de transition au 1^{er} février 2010. Les états financiers de la période terminée le 31 octobre 2011, y compris les informations comparatives correspondantes, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière », et à la norme comptable internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire », publiées par l'IASB. Auparavant, la Société préparait ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada » ou « référentiel comptable antérieur »). À moins d'indication contraire, les informations comparatives de l'exercice 2011 ont été préparées conformément aux IFRS.

L'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les activités, les décisions stratégiques et les flux de trésorerie de la Société. On trouvera une analyse plus complète des incidences des IFRS à la rubrique « Normes internationales d'information financière (« IFRS ») » de la présente analyse, y compris des rapprochements du résultat net, du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement, excluant les gains ou pertes sur change (« BAIH ») et d'autres mesures financières selon les PCGR du Canada et les IFRS.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

L'information financière présentée dans la présente analyse est préparée conformément aux IFRS, à l'exception de certains indicateurs financiers qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et le référentiel comptable antérieur et sont, par conséquent, considérées comme des mesures non conformes aux IFRS et aux PCGR du Canada. Lorsque de tels indicateurs sont présentés, ils sont définis et le lecteur en est avisé. La Société utilise les indicateurs financiers ci-dessous, qui ne sont pas conformes aux IFRS, pour évaluer sa performance et l'atteinte des objectifs fixés (voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 janvier 2011 pour la définition des indicateurs suivants) :

	Périodes de 9 mois terminées le 31 octobre		Périodes de 12 mois terminées le 31 janvier	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de \$, sauf les montants par action, les coefficients et les %)				
Fonds de roulement	43 150 \$	35 680 \$	36 764 \$	32 430 \$
Coefficient de fonds de roulement	3,81:1	3,24:1	3,81 :1	4,47 :1
Dette à long terme sur capitaux propres	0,07:1	0,10:1	0,09 :1	0,08 :1
Total de la trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme, net de la dette à long terme, sur capitaux propres	0,20:1	0,12:1	0,14 :1	0,11 :1
Passifs sur capitaux propres	0,21:1	0,25:1	0,21 :1	0,16 :1
BAIIA	5 631 \$	7 796 \$	10 922 \$	14 160 \$ ¹
BAIIA en pourcentage des produits	15,0 %	19,3 %	19,76 %	21,5 % ¹
Valeur aux livres par action	2,88 \$	2,81 \$	2,84 \$	2,57 \$ ¹
Rendement annualisé des capitaux propres	4,2 %	4,8 % ¹	5,8 %	7,9 % ¹

1. Étant donné que la date de transition d'ADF aux IFRS était le 1^{er} février 2010, les données de l'exercice 2010 sont établies selon le référentiel comptable antérieur et n'ont pas été retraitées.

BAIIA et marge de BAIIA

Le BAIIA indique dans quelle mesure la Société génère des bénéfices à même son exploitation, sans tenir compte des éléments suivants :

- les produits financiers et les charges financières ;
- les charges d'impôts sur le résultat ;
- les gains ou pertes sur change ; et
- l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles.

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le résultat net et le BAIIA :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	\$
Résultat net	403	903	2 258	3 717
Charge d'impôt sur le résultat	64	1 086	1 926	3 324
(Produits financiers) et charges financières	24	24	(65)	38
Amortissement	848	850	2 580	2 534
Gain sur change	(330)	(822)	(1 068)	(1 817)
BAIIA	1 009	2 041	5 631	7 796
— en % des produits	9 %	15 %	15 %	19 %

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES PÉRIODES DE TROIS MOIS ET NEUF MOIS TERMINÉES LE 31 OCTOBRE 2011

Produits et marge brute

Le ralentissement économique prévalant depuis plusieurs trimestres au sein des marchés desservis par la Société a perduré lors de la période de neuf mois de l'exercice 2012. Ce ralentissement, jumelé à une composition, ou *mix*, moins favorable des produits fabriqués au cours du troisième trimestre, explique la baisse des produits et de la marge brute :

Périodes de 3 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Produits	11 208	13 687	(2 479)	(18)
Coût des marchandises vendues	9 480	10 931	(1 451)	(13)
Marge brute	1 728	2 756	(1 028)	(37)
— en % des produits	15 %	20 %	—	(5) %

Périodes de 9 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Produits	37 555	40 295	(2 740)	(7)
Coût des marchandises vendues	29 598	30 570	(972)	(3)
Marge brute	7 957	9 725	(1 768)	(18)
— en % des produits	21 %	24 %	—	(3) %

— Produits

Considérant que, pour chaque période donnée, le montant et la composition des produits (revenus) sont calculés sur la base des coûts constatés dans le cadre des projets en cours, et compte tenu également du fait que le *mix* de produits fabriqués au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012 a été moins favorable que celui de la période équivalente de l'exercice 2011, la Société a généré des produits de 11,2 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice courant, soit 2,5 millions de dollars de moins que l'année précédente.

Comme stipulé dans l'analyse de la direction pour l'exercice terminé le 31 janvier 2011, celle-ci avait prévu que le niveau des produits serait relativement stable pour l'exercice 2012, ainsi que pour les trimestres à venir. Toutefois, à lumière des résultats du troisième trimestre, et bien que la rentabilité des projets en cours de fabrication demeure conforme aux attentes, la direction estime dorénavant qu'une partie des produits qui avaient été prévus pour l'exercice 2012 sera reportée aux trimestres ultérieurs, ce qui diminue légèrement ses attentes pour l'exercice 2012.

Comme la direction en a déjà fait mention, il est à noter que les produits constatés en date du 31 octobre 2011 ne reflètent qu'une portion seulement des changements et ajustements contractuels au cours des derniers mois dans le cadre des mandats actuels de la Société. En effet, en vertu de la politique de constatation des produits et des charges de Groupe ADF Inc., les produits liés aux modifications apportées aux contrats sont inclus dans les produits estimés desdits contrats, jusqu'à concurrence des coûts anticipés, lorsqu'il y a une entente verbale avec les clients. Ce n'est que lors de l'approbation écrite par les clients de ces modifications aux contrats que les bénéfices y afférents sont reconnus.

Par conséquent, il arrive dans certains cas que les coûts soient encourus et constatés avant que le règlement avec le client ne soit complété et comptabilisé, ce qui peut entraîner la constatation des pertes à une période donnée, tandis que les bénéfices seront constatés à une période ultérieure, soit lorsque l'entente négociée aura été signée et inscrite dans les livres de la Société. La Société prévoit pouvoir conclure la négociation de certaines de ces modifications aux contrats au cours des prochains mois.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, la Société a réalisé des produits de 37,6 millions de dollars comparativement à 40,3 millions de dollars pour la période correspondante un an plus tôt, en raison des facteurs décrits précédemment, jumelés à l'appréciation de 5 % du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

En termes de dépendance économique, la Société a réalisé la presque totalité de ses produits pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 auprès de deux clients, dont un a représenté plus de 10 % des produits. Bien que la Société tente de limiter la concentration de ses produits, la nature de ses activités et du marché dans lequel elle œuvre fait en sorte qu'il est probable que ses produits demeureront concentrés entre un nombre restreint de clients au cours des trimestres à venir.

— Marge brute

La marge brute réalisée au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011 s'est établie à 15 % des produits, comparativement à 20 % des produits pour la période correspondante de l'année précédente. La marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2012, quant à elle, s'est établie à 21 % des produits, comparativement à 24 % l'année dernière.

Ces variations reflètent principalement la composition différente, entre les périodes comparatives, des produits (revenus) facturés dans le cadre des projets en cours. Plus spécifiquement, la baisse de 5 % de la marge brute pour le troisième trimestre s'explique par le début de la fabrication de nouveaux projets à marges moins élevées, conformément au plan d'action dévoilé par la direction lors de communications antérieures, dont l'objectif est d'augmenter le carnet de commandes à court terme.

Les hausses ou les baisses du prix des matières premières (principalement l'acier) n'ont généralement pas d'incidence significative sur la marge brute puisque dans une partie des contrats en main, les clients fournissent l'acier à être transformé par ADF, tandis que des clauses de protection sur les variations du prix de l'acier sont habituellement incluses dans les contrats pour lesquels ADF fournit l'acier. De plus, la couverture naturelle attribuable à l'achat de matières premières en dollars américains atténue l'incidence des variations du taux de change.

Amortissement

Périodes de 3 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Amortissement	848	850	(2)	—
— en % des produits	8 %	6 %	—	2 %

Périodes de 9 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Amortissement	2 580	2 534	46	2
— en % des produits	7 %	6 %	—	1 %

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de \$)	\$	\$	\$	\$
Amortissement présenté à même le coût des marchandises vendues	732	739	2 233	2 201
Amortissement présenté à même les frais de vente et d'administration	116	111	347	333
Amortissement total	848	850	2 580	2 534

Selon les normes IFRS, la charge d'amortissement est dorénavant présentée à même le coût des marchandises vendues et les frais de vente et d'administration (voir les notes 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). Toutefois, la direction juge approprié de continuer de commenter l'évolution de la charge d'amortissement de façon isolée, car cette dernière constitue un élément non négligeable, quoique non monétaire, dans l'analyse des marges bénéficiaires de la Société.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, la dépense d'amortissement a été légèrement plus élevée (\$46 000 ou 2 %) par rapport à la même période de l'année précédente. Notons, à cet effet, qu'à la lumière de la situation économique actuelle dans ses marchés, la Société demeure prudente quant à ses investissements en immobilisations.

Frais de vente et d'administration

Périodes de 3 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Frais de vente et d'administration	1 567	1 565	2	—
— en % des produits	14 %	11 %	—	3 %

Périodes de 9 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Frais de vente et d'administration	4 906	4 463	443	10
— en % des produits	13 %	11 %	—	2 %

La hausse de 0,4 million de dollars des frais de vente et d'administration pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012 par rapport à la même période de l'exercice 2011 s'explique principalement par la comptabilisation, au cours du premier trimestre terminé le 30 avril 2010, du renversement d'une provision pour créances douteuses, ainsi que d'un gain sur cession d'immobilisations corporelles.

Produits financiers et charges financières

Périodes de 3 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Produits financiers	(36)	(79)	43	54
Charges financières	60	103	(43)	(42)
— en % des produits	24	24	—	—
— en % des produits	—	—	—	—

Périodes de 9 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Produits financiers	(244)	(261)	17	7
Charges financières	179	299	(120)	(40)
— en % des produits	(65)	38	(103)	—
— en % des produits	—	—	—	—

Un swap de taux d'intérêt, lequel couvrirait 25 % du solde de la dette principale en date du 31 octobre 2011, a été mis en place le 1^{er} mai 2010 afin de permettre à la Société de se prémunir en partie contre les fluctuations des taux d'intérêt. Cet instrument financier dérivé est classé comme étant détenu à des fins de transaction et il est évalué à sa juste valeur à la fin de chaque période ; puisqu'il n'est pas désigné comme faisant partie d'une relation de couverture efficace, la comptabilité de couverture n'est pas appliquée.

En tenant compte du swap de taux d'intérêt, la Société estime qu'une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt effectif sur sa dette à long terme aurait un impact d'environ 0,2 million de dollars sur le bénéfice avant impôts sur une base annuelle. Toutefois, tant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, incluant les placements à court terme, excéderont la dette à long terme, comme c'est actuellement le cas, l'incidence défavorable d'une possible hausse des taux d'intérêt sur le service de la dette sera partiellement compensée par une incidence favorable sur les revenus d'intérêts de la Société.

Gain sur change

Périodes de 3 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Gain sur change	(330)	(822)	492	60
— en % des produits	(3) %	(6) %	—	3 %

Périodes de 9 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Gain sur change	(1 068)	(1 817)	749	41
— en % des produits	(3) %	(5) %	—	2 %

Le gain sur change enregistré au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011 comprend un gain sur change de 0,4 million de dollars sur les activités courantes (nul pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2010) et une perte sur change de 0,1 million de dollars (un gain de 0,8 million de dollars pour la période terminée le 31 octobre 2010) réalisée et non réalisée sur les contrats de change à terme. En accord avec les nouvelles normes IFRS, pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, un gain sur change de 1,2 million de dollars (perte de 0,3 million de dollars pour la même période en 2010) sur conversion de filiales étrangères est maintenant enregistré au niveau du résultat global.

Le gain sur change enregistré au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011 comprend un gain sur change de 0,2 million de dollars sur les activités courantes (versus un gain sur change de 0,2 million de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2010) et un gain sur change de 0,9 million de dollars (un gain de 1,6 million de dollars pour la période terminée le 31 octobre 2010) réalisé et non réalisé sur les contrats de change à terme. En accord avec les nouvelles normes IFRS, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, une perte sur change de 0,1 million de dollars (une perte de 1,0 million de dollars pour la même période en 2010) sur conversion de filiales étrangères a été enregistrée au niveau du résultat global.

Au cours des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011, la Société a conclu des contrats de change selon les termes et échéances suivants :

Période de 3 mois terminée le 31 octobre 2011			Période de 9 mois terminée le 31 octobre 2011		
En milliers \$ US	En milliers \$ CA	Date d'échéance	En milliers \$ US	En milliers \$ CA	Date d'échéance
—	—	—	1 500	1 455	Avril 2011
—	—	—	1 500	1 455	Octobre 2011
2 500	2 500	Octobre 2011	2 500	2 500	Octobre 2011
2 000	2 080	Octobre 2011	2 000	2 080	Octobre 2011
—	—	—	1 500	1 470	Janvier 2012
2 500	2 500	Janvier 2012	2 500	2 500	Janvier 2012
2 000	2 080	Janvier 2012	2 000	2 080	Janvier 2012
—	—	—	1 500	1 470	Avril 2012
2 500	2 500	Avril 2012	2 500	2 500	Avril 2012
1 000	1 040	Avril 2012	1 000	1 040	Avril 2012
1 500	1 500	Juillet 2012	1 500	1 500	Juillet 2012
1 000	1 040	Juillet 2012	1 000	1 040	Juillet 2012
15 000	15 961		21 000	21 090	

Au 31 octobre 2011, la Société affichait une position favorable de 0,1 million de dollars quant à la juste valeur des contrats de change à terme non échus au montant de 13,5 millions de dollars US, représentant un taux moyen de 1,0074 \$ CA pour 1,00 \$ US, par rapport à une position favorable de 0,7 million de dollars au 31 janvier 2011 (16,5 millions de dollars US au taux moyen de 1,0502 \$ CA pour 1,00 \$ US) et à une position favorable de 0,2 million de dollars au 31 juillet 2011 (6,0 millions de dollars US au taux moyen de 0,9913 \$ CA pour 1,00 \$ US) quant à la juste valeur des contrats de change à terme non échus à cette date.

Comme ce fut le cas au cours des périodes précédentes, la Société a poursuivi sa politique de couverture de change. Comme mentionné précédemment, ces instruments financiers dérivés sont classés comme étant détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période ; puisqu'ils ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture efficace, la comptabilité de couverture n'a pas été appliquée.

Le risque de change de la Société réside principalement dans le fait que ses produits sont en majeure partie libellés en dollars américains tandis que les charges, à l'exception de la matière première (l'acier), sont en majeure partie libellées en dollars canadiens.

Comme le démontre le tableau suivant, en tenant compte des contrats de change à terme de 13,5 millions de dollars US et de la position nette de change entre les actifs et les passifs libellés en dollars américains, au montant de 27,1 millions de dollars US, ADF avait, au 31 octobre 2011, une position nette de change de 13,7 millions de dollars US.

Au 31 octobre 2011, les actifs et les passifs conclus en dollars américains incluent les montants suivants :

(en milliers de \$)	\$ US	\$ CA
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 172	9 142
Débiteurs	20 409	20 341
Retenues sur contrats	4 846	4 830
Produits en cours	1 138	1 135
Actifs d'impôt différé	4 541	4 526
Autres actifs (passifs)	16	15
	40 122	39 989
Créditeurs et autres passifs courants	(1 302)	(1 298)
Produits reportés	(5 105)	(5 088)
Dette à long terme	(6 555)	(6 533)
	(12 962)	(12 919)
Risque de change net des postes de l'état de la situation financière	27 160	27 070
Contrats de change à terme	(13 500)	(13 600)
Position nette de change	13 660	13 470

Ainsi, une appréciation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait diminué le résultat avant impôts de 2,7 millions de dollars, en tenant compte de cette position nette de change, tandis qu'une réduction du même pourcentage aurait augmenté le résultat avant impôts de 2,4 millions de dollars. Cependant, cette information ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations de change sur les produits et autres charges accessoires pour un exercice complet.

Charge d'impôt sur le résultat

Périodes de 3 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Charge d'impôt sur le résultat	64	1 086	(1 022)	(94)
— en % des produits	1 %	8 %	—	(7) %

Périodes de 9 mois terminées les 31 octobre	2011	2010	Variations 2011/2010	
(en milliers de \$, sauf les %)	\$	\$	\$	%
Charge d'impôt sur le résultat	1 926	3 324	(1 398)	(42)
— en % des produits	5 %	8 %	—	(3) %

La charge d'impôt sur le résultat du troisième trimestre de l'exercice 2012 correspond à un taux moyen effectif d'impôt de 14 % par rapport à un taux moyen effectif de 55 % pour la période correspondante de l'exercice 2011 et à un taux effectif canadien de 30 %. Pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, le taux moyen effectif s'est établi à 46 % comparativement à 47 % un an plus tôt. Pour le trimestre, le taux effectif de la Société a bénéficié d'un ajustement suite au règlement favorable d'un différend fiscal avec l'État de la Floride. Pour la période de neuf mois, l'écart entre les taux de la Société et le taux effectif canadien s'explique principalement par le fait que la majorité des produits (revenus) d'ADF proviennent d'une filiale américaine dont le taux d'impôt est plus élevé que celui applicable au Canada.

La Société tient à rappeler que la charge d'impôt n'a présentement pas d'incidence significative sur les sorties de trésorerie de la Société. En effet, au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, compte tenu des attributs fiscaux disponibles, seul un montant de 0,2 million de dollars (0,4 million de dollars au cours de la même période de l'année précédente) a nécessité un décaissement. La Société s'attend à ce que son taux d'impôt effectif pour l'exercice 2012 soit d'environ 50 %.

Un solde de 7,1 millions de dollars d'attributs fiscaux demeurait disponible au 31 octobre 2011. Ce montant aura un impact favorable sur les futures sorties de trésorerie de la Société, en lui évitant de déboursier les impôts exigibles jusqu'à concurrence de l'utilisation du plein montant des attributs fiscaux disponibles dans les différentes juridictions où la Société effectue des contrats. Lorsque ces attributs fiscaux auront été utilisés en entier dans une juridiction donnée, la Société sera alors tenue de payer des impôts dans ladite juridiction.

Résultat net, résultat par action de base et dilué

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de \$, sauf les montants par action et les %)	\$	\$	\$	\$
Total du résultat net	403	903	2 258	3 717
— en % des produits	4 %	7 %	6 %	9 %
Total du résultat par action, de base	0,01	0,03	0,07	0,11
Total du résultat par action, dilué	0,01	0,03	0,07	0,11

Le résultat net du trimestre terminé le 31 octobre 2011 s'est établi à 0,4 million de dollars, soit 0,5 million de dollars de moins que pour les trois mois terminés le 31 octobre 2010, tandis que pour les premiers neuf mois terminés le 31 octobre 2011, le résultat net s'est établi à 2,3 millions de dollars comparativement à 3,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2010, et ce, pour les raisons mentionnées précédemment.

RÉSULTATS COMPARATIFS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

Exercices se terminant les 31 janvier	2012			2011				2010
	T3 31.10.2011	T2 31.07.2011	T1 30.04.2011	T4 31.01.2011	T3 31.10.2010	T2 31.07.2010	T1 30.04.2010	T4 ³ 31.01.2010
(en milliers de \$, sauf les montants par action et les %)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	11 208	13 118	13 229	14 973	13 687	12 967	13 641	14 471
Marge brute ¹	1 728	3 123	3 106	4 411	2 756	3 068	3 901	4 751
— en % des produits	15 %	24 %	23 %	29 %	20 %	24 %	29 %	33 %
BAIIA ²	1 009	2 527	2 095	3 126	2 041	2 556	3 199	3 223
— en % des produits	9 %	19 %	16 %	21 %	15 %	20 %	23 %	22 %
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	467	1 713	2 004	2 884	1 989	1 512	3 540	2 881
— en % des produits	4 %	13 %	15 %	19 %	15 %	12 %	26 %	20 %
Résultat net	403	774	1 081	1 674	903	833	1 981	1 527
— par action, de base	0,01	0,02	0,03	0,05	0,03	0,02	0,06	0,04
— par action, dilué	0,01	0,02	0,03	0,05	0,03	0,02	0,06	0,04

1. Marge brute excluant la variation de change
2. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour la définition du BAIIA
3. Étant donné que la date de transition d'ADF aux IFRS était le 1^{er} février 2010, les données de l'exercice 2010 sont établies selon le référentiel comptable antérieur et n'ont pas été retraitées. Toutes les données des exercices 2011 et 2012 sont établies selon les normes IFRS.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

La Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Tenant compte de l'état favorable de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, de sa facilité de crédit non utilisée de 10,0 millions de dollars et du niveau prévu des dépenses en immobilisations, la Société n'anticipe pas être confrontée à un risque de liquidités dans un avenir prévisible. Il est à noter que la Société a aussi la possibilité d'émettre jusqu'à 10,0 millions de dollars en lettres de crédit. Au 31 octobre 2011, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme totalisaient 25,4 millions de dollars, en hausse de 3,9 millions de dollars par rapport au 31 janvier 2011. La direction est d'avis que cette disponibilité de fonds est suffisante pour supporter l'exécution de son carnet de commandes en main au 31 octobre 2011 et pour respecter ses engagements financiers prévus pour l'exercice 2012.

Par ailleurs, la Société évalue de façon continue les occasions d'utiliser une partie de ses liquidités pour financer certains projets qui pourraient lui procurer d'autres avantages concurrentiels à long terme. Elle considère également les occasions de bénéficier d'escomptes pour paiements rapides négociés auprès de ses fournisseurs.

Activités opérationnelles

Au cours des périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 octobre 2011 et 2010, les fonds générés par les activités opérationnelles de la Société ont été comme suit :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers de \$)	\$	\$	\$	\$
Résultat net ajusté pour les éléments sans effet sur la trésorerie	2 368	2 738	8 030	9 513
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement				
Débiteurs	(7 822)	1 373	(469)	(9 725)
Retenues sur contrats	(384)	(889)	(1 415)	285
Impôt exigible	(130)	90	(2)	424
Produits en cours	195	417	(881)	1 092
Stocks	110	105	197	(481)
Créditeurs et autres passifs courants	1 917	(962)	3 184	890
Produits reportés	2 560	4 613	(221)	6 162
Autres	(15)	(655)	(331)	(1 130)
	(3 569)	4 092	62	(2 483)
Impôt sur le résultat reçu (versé)	(1 201)	6 830	8 092	7 030
	—	(202)	(174)	(393)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 201)	6 628	7 918	6 637

Au troisième trimestre de l'exercice 2012, le résultat net ajusté pour les éléments sans effet sur la trésorerie s'est établi à 2,4 millions de dollars, soit 0,4 million de dollars de moins que pour la même période en 2010, ce qui s'explique par la baisse du résultat net. Le résultat net ajusté s'est établi à 8,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, affichant une baisse de 1,5 million de dollars sur la période équivalente de l'année précédente, provenant principalement de la diminution du résultat net.

La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement a requis des fonds de 3,6 millions de dollars au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, comparativement à une entrée de fonds de 4,1 millions de dollars lors du même trimestre de l'exercice 2011. Cette sortie de fonds de 3,6 millions de dollars s'explique principalement par une augmentation de 7,8 millions de dollars des débiteurs, nette d'une augmentation de 1,9 million de dollars des créditeurs et autres passifs courants et d'une augmentation de 2,6 millions de dollars des produits reportés. Comme en a déjà fait part la direction, la hausse des débiteurs n'est pas, en soi, inhabituelle considérant que la majorité des sommes dues sont liées à des projets de nature gouvernementale, ce qui tend à augmenter le délai de perception. De plus, et tel que déjà expliqué dans cette analyse, la direction a entamé des discussions avec les différents intervenants afin d'accélérer le recouvrement de ces débiteurs.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement a généré des fonds de \$ 62 000 comparativement à une sortie de fonds de 2,5 millions de dollars pour la même période un an plus tôt. L'entrée de fonds des neuf premiers mois de l'exercice courant s'explique par une réduction des retenues sur contrats et des produits en cours (1,4 million de dollars et 0,9 million de dollars respectivement), nette de l'augmentation de 3,2 millions de dollars des créditeurs et autres passifs courants.

Les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de l'exercice 2011 furent principalement attribuables à l'augmentation des débiteurs.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

Périodes terminées les 31 octobre (en milliers de \$)	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
(Acquisition) disposition de placements à court terme	22	(50)	(2 906)	3 884
Acquisition d'immobilisations corporelles	(495)	(111)	(1 133)	(2 264)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(85)	(60)	(248)	(260)
Réduction des autres actifs non courants	(16)	(10)	(15)	(6)
Intérêts reçus	22	66	232	224
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(552)	(165)	(4 070)	1 578

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, la Société a utilisé des liquidités de 0,6 million de dollars principalement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les activités d'investissement de la même période l'année précédente avaient requis des liquidités de 0,2 million de dollars. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les activités d'investissement de la Société ont requis des liquidités de 4,1 millions de dollars, dont 2,9 millions de dollars pour l'acquisition de placements à court terme et 1,4 million de dollars pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Lors de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2010, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles avaient totalisé 2,5 millions de dollars.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles des exercices 2012 et 2011 se rapportent principalement à l'implantation de logiciels de production et financiers. La Société prévoit que ses dépenses en immobilisations ne devraient pas excéder 2,0 millions de dollars pour l'exercice 2012.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

Périodes terminées les 31 octobre (en milliers de \$)	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Émission de la dette à long terme	—	—	—	4 370
Remboursement de la dette à long terme	(610)	(625)	(1 829)	(1 692)
Émission d'actions avec droit de vote subalterne	—	4	13	168
Rachat d'actions avec droit de vote subalterne	—	(950)	—	(3 736)
Dividendes versés	(328)	—	(656)	—
Intérêts versés sur swap de taux d'intérêts	(9)	(24)	(26)	(24)
Intérêts versés	(49)	(74)	(151)	(195)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(996)	(1 669)	(2 649)	(1 109)

Les activités de financement de la Société ont requis des liquidités de 1,0 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, et ce, principalement pour le remboursement de sa dette à long terme et pour le versement de son deuxième dividende semestriel de 0,01 \$ par action avec droit de vote subalterne et par action avec droit de vote multiple. Pour la même période un an plus tôt, les activités de financement de la Société avaient requis des fonds de 1,7 million de dollars, principalement dans le cadre du programme de rachat d'actions ayant pris fin en avril 2011.

Afin de financer l'achat d'équipements et compléter l'aménagement des aires de fabrication de son usine, la Société avait obtenu un financement supplémentaire de 4,2 millions de dollars US (4,4 millions de dollars CA) lors du premier trimestre de l'exercice 2011.

Paiement de loyers et d'intérêts et paiement du capital de la dette

La Société paie des intérêts sur un de ses quatre prêts à long terme. Le taux d'intérêt sur ce prêt était de 2,24 % en date du 31 octobre 2011. Depuis le 1^{er} mars 2008, la Société rembourse 0,2 million de dollars US par mois en capital sur un prêt. Les remboursements de capital sur le plus important des autres prêts, au montant de 31 000 \$ semi annuellement, ont débuté en mai 2009. Les autres paiements relatifs à des loyers, aux montants non significatifs, sont décrits à la note 17 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 janvier 2011.

Clauses restrictives des prêts

En date du 31 octobre 2011, la Société respectait tous ses engagements avec ses prêteurs. Cette situation perdure en date des présentes et la direction prévoit continuer d'honorer ses engagements pour les prochains 12 mois.

Engagements liés aux lettres de crédit en date du 31 octobre 2011

La Société n'avait contracté aucune lettre de crédit en date du 31 octobre 2011.

Capital-actions, régimes d'options d'achat d'action et d'unités d'actions différées

Information sur les actions en circulation, incluant les options :

(en milliers de \$, sauf le nombre d'actions et d'options)	Actions avec droit de vote subalterne		Actions avec droit de vote multiple ¹		Total des actions en circulation		Options d'achat d'actions ²
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre
Aux 31 janvier 2010 et 1 ^{er} février 2010	20 122 605	59 435	14 343 107	16 001	34 465 712	75 436	1 591 064
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	249 200	277	—	—	249 200	277	(249 200)
Octroyées	—	—	—	—	—	—	50 000
Annulées	—	—	—	—	—	—	(10 000)
Rachat d'actions	(1 940 000)	(5 681)	—	—	(1 940 000)	(5 681)	—
Aux 31 janvier 2011 et 30 avril 2011	18 431 805	54 031	14 343 107	16 001	32 774 912	70 032	1 381 864
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions au deuxième trimestre de l'exercice 2012	17 000	20	—	—	17 000	20	(17 000)
Aux 31 juillet 2011 et 31 octobre 2011	18 448 805	54 051	14 343 107	16 001	32 791 912	70 052	1 364 864

1. Ces actions donnent droit à 10 votes par action.

2. Le prix de levée moyen pondéré des options d'achat d'actions en cours est de 1,39 \$ par unité.

En date du 31 octobre 2011, la Société comptait 32 791 912 actions en circulation (32 774 912 en date du 31 janvier 2011). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, la Société a émis 17 000 actions avec droit de vote subalterne, pour une contrepartie totale de 20 000 \$. La Société n'a émis aucune option d'achat d'actions au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Au cours des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2010, la Société avait émis 4 400 et 236 400 actions avec droit de vote subalterne respectivement, pour des contreparties monétaires de 4 000 \$ et de 168 000 \$ respectivement, en vertu de son régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours de ces mêmes périodes, la Société avait racheté 497 700 et 1 940 000 respectivement de ses actions avec droit de vote subalterne dans le cadre de ce programme, pour des contreparties nettes de 950 000 \$ et de 3 736 000 \$ respectivement. Les excédents de la valeur comptable sur le coût d'acquisition des actions avec droit de vote subalterne rachetées, qui s'élevaient à 507 000 \$ et à 1 945 000 \$ respectivement pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2010, ont été portés aux surplus d'apport.

Au 31 octobre 2011, 1 364 864 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 4,65 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 1,39 \$ (se référer à la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

— Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2011, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions différées pour le bénéfice de ses administrateurs externes, lequel a débuté au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2011.

Ce régime de rémunération différée permet à tout administrateur externe qui désire y participer de différer, en tout ou en partie, sa rémunération d'administrateur (comprenant les honoraires et jetons de présence) en choisissant de toucher un pourcentage, (jusqu'à hauteur maximale de 100 %) de cette rémunération sous forme d'UAD qui seront rachetées par la Société à la date à laquelle l'administrateur externe cessera d'être administrateur de la Société au motif de son décès, de sa retraite ou de la perte de sa fonction d'administrateur.

Lorsqu'un administrateur externe se prévaut de ce régime, la Société crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la valeur au marché des actions avec droit de vote subalterne établie par le taux de clôture moyen des cinq jours ouvrables précédant la date de l'octroi. Lorsque la Société verse des dividendes sur les actions avec droit de vote subalterne et les actions avec droit de vote multiple, les comptes des administrateurs sont crédités d'un montant équivalent sous forme d'unités supplémentaires selon la même base de calcul décrite ci-dessus. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans le poste « Crédeurs et autres passifs courants » de l'état consolidé de la situation financière.

La rémunération au titre des UAD émises pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 s'est chiffrée à 13 000 \$ et 23 000 \$ respectivement, représentant 9 585 et 16 036 unités respectivement, et fut comptabilisée au poste « Crédeurs et autres passifs courants ».

— Rachat dans le cours normal des opérations

Le 3 octobre 2011, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu l'approbation de son conseil d'administration et de la Bourse de Toronto afin de renouveler son offre publique de rachat d'actions avec droit de vote subalterne dans le cours normal des activités.

Groupe ADF Inc. pourra ainsi racheter, du 6 octobre 2011 au 5 octobre 2012, pour fins d'annulation, jusqu'à 1 773 241 actions avec droit de vote subalterne. Ces rachats se feront de temps à autre et lorsque la Société le jugera opportun, tout en tenant compte de la situation économique actuelle, de ses liquidités et de l'avancement de son projet de développement dans l'Ouest canadien. Ces 1 773 241 actions représentent environ 10 % du flottant des actions avec droit de vote subalterne détenues. En date des présentes, la Société n'avait racheté aucune action en vertu de ce nouveau programme de rachat d'actions.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes de Groupe ADF Inc. se chiffrait à 49,0 millions de dollars au 31 octobre 2011, par rapport à 83,0 millions de dollars à pareille date l'année précédente, et à 67,0 millions de dollars au 31 janvier 2011. En date du 31 octobre 2011, le carnet de commandes était composé dans une part de 74 % d'heures de main-d'œuvre de fabrication — activité principale de la Société et celle qui comporte le plus de valeur ajoutée. Le carnet de commandes en main en date du 31 octobre 2011 sera exécuté progressivement d'ici la fin du troisième trimestre de l'exercice 2013 de la Société.

DIVIDENDE

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, plus tôt cette année, l'instauration d'une politique de versement d'un dividende payable semestriellement. Par conséquent, le 17 octobre 2011, un deuxième dividende semestriel de 0,01 \$ par action avec droit de vote subalterne et par action avec droit de vote multiple (totalisant 0,3 million de dollars) a été versé aux actionnaires inscrits en date du 22 septembre 2011.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau qui suit présente et explique les variations importantes survenues dans les états consolidés de la situation financière entre le 31 janvier 2011 et le 31 octobre 2011.

Rubrique	Variation (en millions de \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie, et placements à court terme	3,9	Se référer à la rubrique « Flux de trésorerie et situation financière » de la présente analyse pour plus de détails.
Retenues sur contrats (court terme)	4,8	Transfert vers le court terme de la portion long terme des retenues, en fonction de l'avancement des projets.
Produits en cours	0,8	Écart entre l'avancement des travaux et la facturation des produits aux clients.
Retenues sur contrats (long terme)	(3,6)	Transfert vers le court terme de la portion long terme des retenues, en fonction de l'avancement des projets.
Immobilisations corporelles et incorporelles	(1,1)	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1,4 million de dollars), déduction faite de l'amortissement de 2,6 millions de dollars.
Actifs d'impôt différé (long terme)	(2,2)	Utilisation d'une partie des attributs fiscaux.
Crédeurs et autres passifs courants	2,7	Prestation de services vers la fin du troisième trimestre de l'exercice 2012, non encore acquittés au 31 octobre 2011. Cette variation inclut 1,3 million de dollars d'avances sur contrats pour des travaux qui n'ont pas encore été réalisés (voir la note 10 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour plus de détails).
Dette à long terme (incluant la tranche à court terme)	(1,9)	Remboursements mensuels (1,8 million de dollars) et application d'un taux de change moins élevé pour le dollar américain aux fins de conversion des dettes libellées en dollars américains (0,1 million de dollars).

ENJEUX LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ACTUEL

La Société demeure prudente dans sa gestion compte tenu de la situation économique qui demeure difficile, surtout du côté américain, et de son impact sur ses principaux marchés.

En périodes économiques incertaines, la Société est confrontée aux enjeux suivants :

- son secteur d'activité est fortement tributaire de la capacité de financement des projets conçus par leurs propriétaires. Faute de financement, certains projets peuvent être retardés ou tout simplement abandonnés. Quoique la Société tente d'atténuer ce risque en concentrant ses efforts de commercialisation sur des projets dont le financement est le plus probable de se concrétiser, elle n'a pas de contrôle sur l'évolution des marchés financiers ; et
- certains propriétaires de projets dont le financement était sécurisé au départ peuvent être contraints d'arrêter les travaux faute de financement, soit par manque de fonds du prêteur au projet, soit par manque de fonds du propriétaire. La Société atténue ce risque en s'assurant d'encaisser les sommes dues avec diligence et, dans la mesure du possible, de maintenir en tout temps un flux de trésorerie positif pour chaque projet. Par surcroît, la Société s'assure de transiger avec des propriétaires solides financièrement. En date des présentes, aucun projet de la Société ne subit ce genre de contrainte.

D'autre part, l'affermissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine a exercé au cours des derniers trimestres, et pourrait continuer d'exercer, une pression sur les résultats de la Société. Comme en font foi ses marges opérationnelles, la Société concentre ses efforts sur la productivité de ses activités de fabrication et utilise une stratégie de couverture au moyen de contrats de change à terme et l'utilisation d'une comptabilité de couverture afin d'atténuer l'impact des fluctuations des devises.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'une solide situation financière et respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives. Elle prévoit poursuivre dans cette voie au cours des 12 prochains mois. Les dépenses en immobilisations font l'objet d'une surveillance étroite de la part de la direction. La Société ne prévoit pas connaître de problèmes de liquidités étant donné, notamment, que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par une banque à charte canadienne bénéficiant d'une cote de crédit élevée, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file dans leur domaine respectif. Compte tenu de ces éléments, la Société maintient ses perspectives à court terme (se référer à la rubrique intitulée « Perspectives » ci-après) et n'entrevoit actuellement aucun élément à court terme qui pourrait compromettre le cours de ses activités.

Ceci étant dit, la Société continuera à faire preuve de prudence et surveillera la situation de près (se référer aux rubriques intitulées « Facteurs externes ayant une influence sur le rendement de la Société » et « Perspectives » ci-après).

FACTEURS EXTERNES AYANT UNE INFLUENCE SUR LE RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Taux de change

La fluctuation du taux de change entre les devises canadienne et américaine a un impact sur les résultats de la Société. Ainsi, un gain sur change de 0,3 million de dollars a été constaté dans les résultats de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, contre un gain sur change de 0,8 million de dollars pour la période correspondante de l'année précédente. Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 octobre 2011 et 2010, la Société avait plutôt encourus des gains de 1,1 million de dollars et de 1,8 million de dollars respectivement.

Afin de minimiser l'impact des fluctuations du taux de change sur ses résultats, la Société a mis en place les mesures de protection suivantes :

- la conversion, en novembre 2007, d'une partie importante de la dette à long terme libellée en dollars canadiens (11,6 millions de dollars) en dollars américains (12,4 millions de dollars US). Au moment de la conversion, le taux de change était de 0,9364 \$ CA pour 1,00 \$ US. Cette mesure a été maintenue suite à l'augmentation de la dette à long terme en février 2010 ;
- lorsque c'est avantageux, l'achat en dollars américains de la matière première (l'acier) et des produits de soudure utilisés pour la fabrication ;
- la mise en place d'une politique de change visant à couvrir une partie du risque net entre les entrées et les sorties de fonds libellés en dollars américains ; et
- d'une comptabilité de couverture (voir la rubrique « Nouvelle norme comptable »).

Risques et incertitudes liées à l'exploitation de la Société

ADF évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après, lesquels font l'objet d'une description plus détaillée dans l'analyse de la Société portant sur l'exercice terminé le 31 janvier 2011 :

- indemnisation ;
- incertitudes liées à l'économie mondiale ;
- lignes de cautionnement et lettres de crédit irrévocables ; et
- risques et incertitudes de nature opérationnelle pouvant avoir une incidence sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un nombre important d'éléments de l'état de la situation financière de la Société est composé d'instruments financiers. Les actifs financiers de la Société comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les débiteurs, les retenues sur contrats à recevoir, les placements en actions, ainsi que les instruments financiers dérivés dont la juste valeur marchande est positive. Les passifs financiers comprennent les créditeurs et autres passifs courants, la dette à long terme et les instruments financiers dérivés dont la juste valeur marchande est négative. En date du 31 octobre 2011, la valeur comptable de ces instruments financiers ne différait pas significativement de la juste valeur marchande, étant donné leurs échéances prochaines (pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les débiteurs, les retenues sur contrats et les créditeurs et autres passifs courants), ou puisque la Société estimait pouvoir obtenir des modalités et échéances semblables (dans le cas de la dette à long terme). Se référer à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables et adoption des IFRS » des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société au 31 octobre 2011.

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés pour gérer l'exposition de la Société aux risques de change et de taux d'intérêt. Ils sont principalement composés de contrats de change à terme et d'un swap de taux d'intérêt.

L'utilisation d'instruments financiers expose surtout la Société aux risques de crédit, de liquidité et de marché, dont les risques de change et de taux d'intérêt. Une description de la façon dont la Société gère ces risques est fournie à la rubrique précédente de cette analyse, de même qu'à la note 22 des états financiers consolidés de la Société de l'exercice terminé le 31 janvier 2011.

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS.

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au chef de la direction et au chef de la direction financière par d'autres personnes et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels et intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, suivant une évaluation à la fin de la période visée par les documents intermédiaires que les CPCI étaient efficaces pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à l'émetteur leur est communiquée par d'autres personnes au sein de la Société.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF au 31 octobre 2011, et ils ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace à cette date. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2011, il n'y a eu aucun changement dans les CIIF de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (« IFRS »)

La Société a préparé ses états financiers consolidés intermédiaires résumés du 30 avril 2011, du 31 juillet 2011 et du 31 octobre 2011 conformément à la norme comptable internationale IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière », et la norme comptable internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » publiées par l'IASB. Auparavant, la Société préparait ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels selon les PCGR du Canada. L'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les activités, les décisions stratégiques et les flux de trésorerie et les dépenses en immobilisations de la Société.

Les conventions comptables en IFRS appliquées par ADF sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de trois mois terminée le 30 avril 2011. En outre, la note 19 des états financiers consolidés intermédiaires résumés présente les rapprochements entre les états financiers de la Société établis selon le référentiel comptable antérieur pour les périodes concernées de l'exercice 2011 et les états financiers selon IFRS de ces mêmes périodes. Ces rapprochements portent sur les états consolidés de la situation financière et les variations des capitaux propres établis au 31 octobre 2010, ainsi que sur les états consolidés du résultat, du résultat global et des flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2010.

Afin de faciliter la lecture des états financiers consolidés intermédiaires résumés et de comprendre l'impact de cette transition, la direction désire expliquer les principales différences entre le résultat net selon le référentiel comptable antérieur de l'exercice 2011 et le résultat net selon IFRS de l'exercice 2011 d'ADF, ainsi qu'une analyse des principaux changements de conventions comptables découlant du passage aux IFRS.

Sommaire du rapprochement du résultat net, de la marge brute, du BAIIA ¹ et de certains ratios financiers ¹

	Exercice 2011				
	Annuel	T4	T3	T2	T1
	Période de 12 mois terminée le	Périodes de 3 mois terminées le			
	31.01.2011	31.01.2011	31.10.2010	31.07.2010	30.04.2010
(en milliers de \$)	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat net					
Référentiel comptable antérieur	3 743	1 037	630	878	1 198
Impact, après impôt, des normes IFRS :					
— Écarts de change sur conversion des établissements à l'étranger	1 623	639	308	(70)	746
— Rémunération à base d'actions	51	4	(28)	31	44
— Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	(26)	(6)	(7)	(6)	(7)
	1 648	637	273	(45)	783
IFRS	5 391	1 674	903	833	1 981
Marge brute					
Référentiel comptable antérieur	17 072	5 146	3 495	3 850	4 581
Impact des normes IFRS :					
— Reclassement de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 936)	(735)	(739)	(782)	(680)
IFRS	14 136	4 411	2 756	3 068	3 901
Marge brute (en % des produits)					
Référentiel comptable antérieur	31 %	34 %	26 %	30 %	34 %
IFRS	26 %	29 %	20 %	24 %	29 %
BAIIA ¹					
Référentiel comptable antérieur	10 871	3 122	2 069	2 525	3 155
Impact des normes IFRS :					
— Rémunération à base d'actions	51	4	(28)	31	44
IFRS	10 922	3 126	2 041	2 556	3 199
Aux	31.01.2011	31.10.2010	31.07.2010	30.04.2010	
Coefficient de fonds de roulement ¹					
Référentiel comptable antérieur	4,17 :1	3,45 :1	4,15 :1	5,15 :1	
IFRS	3,81 :1	3,24 :1	3,86 :1	4,82 :1	
Dettes à long terme sur capitaux propres ¹					
Référentiel comptable antérieur	0,10 :1	0,11 :1	0,11 :1	0,12 :1	
IFRS	0,09 :1	0,10 :1	0,11 :1	0,11 :1	
Passifs sur capitaux propres ¹					
Référentiel comptable antérieur	0,22 :1	0,27 :1	0,23 :1	0,21 :1	
IFRS	0,21 :1	0,25 :1	0,22 :1	0,20 :1	
Rendement des capitaux propres ¹					
Référentiel comptable antérieur	4,2 %	4,8 %	5,7 %	6,6 %	
IFRS	5,8 %	Non disponible ²	Non disponible ²	Non disponible ²	

1. Les définitions du BAIIA, coefficient de fonds de roulement, dette à long terme sur capitaux propres, passifs sur capitaux propres et rendement des capitaux propres sont données à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

2. Étant donné que la date de transition d'ADF aux IFRS était 1^{er} février 2010, les données antérieures à cette date n'ont pas été retraitées, et par conséquent, le rendement des capitaux propres qui est basé sur le résultat net des 12 derniers mois n'a pas été recalculé.

Modifications des conventions comptables et choix selon l'IFRS 1

Le tableau qui suit explique les différences importantes entre les conventions comptables que la Société appliquait suivant le référentiel comptable antérieur et celles qu'elle applique désormais en vertu des IFRS. Les normes IFRS ont été appliquées de façon rétrospective et constante, sauf lorsque des exemptions optionnelles et obligatoires prévues par IFRS 1 permettaient un traitement de rechange lors du passage aux IFRS pour les nouveaux adoptants. Comme expliqué dans l'analyse du 31 janvier 2011, les principales différences entre le référentiel comptable antérieur et les IFRS se résumaient aux éléments suivants :

Conventions comptables	Différences entre les IFRS et le référentiel comptable antérieur		Conclusions ¹
	IFRS	Référentiel comptable antérieur	
Immobilisations corporelles	<p>Après leur comptabilisation initiale, la Société peut évaluer ses immobilisations corporelles selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation.</p> <p>L'amortissement des immobilisations corporelles doit être effectué par composante et chaque composante doit être amortie sur sa durée de vie utile.</p>	<p>Le modèle de la réévaluation n'est pas permis.</p> <p>Les règles d'identification des composantes sont moins exigeantes.</p>	<p>Groupe ADF Inc. a décidé de continuer d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations corporelles au bilan et les impacts correspondants à l'état des résultats ou du résultat global.</p> <p>Compte tenu des informations colligées, cette différence n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.</p>
Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles	<p>Il existe trois méthodes d'amortissement permises par les IFRS, soit le mode linéaire, dégressif ou basé sur la production.</p> <p>L'IAS 16 est plus explicite quant à la méthode d'amortissement devant être utilisée, qui doit être celle qui reflète le mieux le rythme de consommation prévu.</p>	<p>Les méthodes d'amortissement permises sont essentiellement les mêmes que celles d'IFRS, et ont pour but de fournir une base rationnelle et systématique pour l'affectation du montant amortissable.</p>	<p>Ces différences n'ont pas eu d'impact.</p>
Dépréciation d'actifs	<p>IAS 36 « Dépréciation d'actifs », utilise une approche en une seule étape afin de déterminer l'existence d'une dépréciation en comparant la valeur comptable de l'actif au plus élevé de sa valeur d'utilisation (déterminée à l'aide des flux de trésorerie futurs actualisés) ou de sa juste valeur moins les frais de vente. De plus, selon cette norme, les pertes de valeur antérieures peuvent être renversées dans certaines circonstances.</p>	<p>Utilise une méthode en deux étapes pour procéder aux tests de dépréciation. La première étape consiste à comparer les valeurs comptables des actifs et les flux de trésorerie futurs non actualisés afin de déterminer l'existence d'une dépréciation. La deuxième étape consiste à mesurer toute dépréciation en comparant les valeurs comptables des actifs à leur juste valeur.</p> <p>Le référentiel comptable antérieur ne permet pas le renversement d'une baisse de valeur antérieurement constatée.</p>	<p>Cette différence de méthode pourrait éventuellement donner lieu à des dépréciations d'actifs pour lesquels les valeurs comptables des actifs étaient justifiées auparavant par les flux de trésorerie non actualisés aux termes du référentiel comptable antérieur, mais ne le seraient pas par les flux de trésorerie actualisés.</p> <p>Une telle dévaluation avait été prise par la Société lors de l'exercice 2004. Selon les IFRS, étant donné que les faits et circonstances ayant mené à cette dévaluation n'existent plus à la date de transition, elle n'est donc plus requise. Un ajustement favorable de 0,7 million de dollars, net d'impôts, a donc été enregistré aux capitaux propres de la Société dans l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} février 2010.</p> <p>Cet ajustement augmentera aussi la charge d'amortissement des exercices futurs, mais non pas de façon significative.</p>
Paiement fondé sur des actions	<p>Lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution distincte.</p>	<p>Les acquisitions graduelles peuvent être considérées comme une attribution unique.</p>	<p>La charge de rémunération est constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche.</p> <p>Un ajustement négatif de 0,4 million de dollars a été apporté aux résultats non distribués dans l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} février 2010, représentant la charge cumulative additionnelle, incluant l'impact de ne pas se prévaloir de l'exemption permise par IFRS 1 (voir « Paiement fondé sur des actions » dans le tableau ci-après).</p> <p>L'impact sur les résultats annuels n'est pas significatif.</p>

Conventions comptables	Différences entre les IFRS et le référentiel comptable antérieur		Conclusions ¹
	IFRS	Référentiel comptable antérieur	
Effet des variations des cours des monnaies étrangères	La norme IFRS ne permet pas de classer l'établissement étranger en tant qu'établissement intégré ou autonome. L'entité doit mesurer sa propre monnaie fonctionnelle et mesurer sa situation financière et ses résultats dans cette devise. La monnaie fonctionnelle, qui est déterminée selon le principal environnement économique où l'entité exerce ses activités, doit être évaluée en tenant compte de trois indicateurs principaux, de deux indicateurs secondaires et de quatre indicateurs complémentaires si l'entité est une activité à l'étranger.	Selon le référentiel comptable antérieur, le classement entre un établissement étranger intégré ou autonome repose sur un jugement professionnel des faits et des circonstances économiques particuliers aux établissements étrangers.	La monnaie fonctionnelle de chaque entité comprise dans les états financiers de Groupe ADF Inc. a été évaluée en fonctions des indicateurs spécifiés dans les IFRS. Suite à ces analyses, la Société a conclu que la monnaie fonctionnelle de ses opérations américaines était le dollar américain. Ceci a eu un impact sur les taux de conversion qui sont maintenant utilisés pour convertir les activités de chaque entité. De plus, à la lumière de ce changement, les gains ou pertes sur change provenant de la conversion des établissements à l'étranger sont comptabilisés dans l'état du résultat global, et non plus à la face même du résultat net.

1. Les impacts mentionnés ci-haut, suite à la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS, pourraient changer en raison de modifications aux normes internationales présentement en développement, ou en vertu de nouvelles informations ou autres facteurs internes ou externes qui pourraient survenir. Ces changements, qui seraient appliqués aux états financiers consolidés et vérifiés de l'exercice se terminant le 31 janvier 2012, pourraient donner lieu au retraitement des états financiers consolidés intermédiaires résumés inclus dans le présent rapport, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Comme mentionné auparavant, IFRS 1 exige en général des nouveaux adoptants qu'ils appliquent les méthodes comptables selon les IFRS de façon rétrospective à toutes les périodes présentées dans leurs premiers états financiers selon IFRS. Comme premier adoptant des IFRS, Groupe ADF Inc. a l'obligation d'appliquer IFRS 1. IFRS 1 prévoit toutefois un certain nombre d'exemptions facultatives à l'application rétrospective complète. Les choix les plus importants sont présentés ci-après.

Exemptions facultatives	Conclusions
Regroupements d'entreprises	L'exemption permet à une entité de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant la date de transition. Groupe ADF Inc. a choisi de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant le 1 ^{er} février 2010.
Paiements fondés sur des actions	L'exemption permet de ne pas retraiter l'ensemble des paiements fondés sur les actions octroyées après le 7 novembre 2002, mais seulement celles qui ne sont pas acquises à la date de transition. La Société a choisi de ne pas se prévaloir de cette option et a retraité l'ensemble des instruments de capitaux propres octroyés. Comme indiqué auparavant, un ajustement négatif de 0,4 million de dollars a été fait aux capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1 ^{er} février 2010 suite à ce retraitement.
Juste valeur comme coût présumé	IFRS 1 permet à une entité d'évaluer chacune de ses immobilisations corporelles à la juste valeur et de désigner cette juste valeur comme coût présumé à la date de transition. Une entité peut aussi choisir de conserver les soldes précédemment déterminés selon le référentiel comptable antérieur et si nécessaire recalculer le coût d'origine et l'amortissement conformément aux exigences du IAS 16 « Immobilisations corporelles », et ce, de façon rétroactive. Groupe ADF Inc. a choisi de continuer d'appliquer le modèle du coût aux immobilisations corporelles et de ne pas retraiter celles-ci à la juste valeur en vertu de l'exemption permise par IFRS 1, à l'exception du terrain qui est évalué à la juste valeur à la date de transition. Cette réévaluation a augmenté la valeur du terrain de 3,7 millions de dollars et est reflétée dans les capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture, net des impôts y afférents (0,5 million de dollars) en date du 1 ^{er} février 2010.
Un accord contient un contrat de location	IFRS 1 permet à une entité de déterminer si un accord existant à la date de transition aux IFRS contient un contrat de location sur la base des faits et des circonstances qui existaient à cette date. Si un accord contient un contrat de location à la date de transition, la Société a choisi de le considérer à cette date et non pas de façon rétrospective. Cette décision n'a pas d'effet monétaire sur les soldes d'ouverture de la Société.
Coût d'emprunt	Conformément à l'IFRS 1, la Société a choisi d'appliquer l'IAS 23 « Coûts d'emprunt » de manière prospective à partir du 1 ^{er} février 2010. Par conséquent, le traitement comptable des coûts d'emprunt encourus avant le 1 ^{er} février 2010 n'a pas été ajusté.

Exemptions facultatives	Conclusions
Écart de change cumulé	L'application rétrospective des IFRS aurait obligé la Société à déterminer le montant cumulé des écarts de change sur conversion des établissements à l'étranger conformément à l'IAS 21 « Effet des variations des cours de monnaies étrangères » à compter de la date à laquelle une filiale ou une entreprise associée a été constituée ou acquise. IFRS 1 permet que les montants cumulés écarts de change sur conversion des établissements à l'étranger pour toutes les activités à l'étranger soient réputées nulles à la date de transition aux IFRS. Groupe ADF Inc. a choisi de ramener à zéro tous les gains et pertes sur change dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition.

Il est à noter que dans le cadre de la conversion aux IFRS, Groupe ADF Inc. a également analysé les implications contractuelles des choix des nouvelles conventions sur ses ententes de financement et obligations similaires (voir la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables et adoption des IFRS » des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période terminée le 30 avril 2011). Les impacts sur les systèmes d'information et de divulgation, ainsi que sur les contrôles internes, ont aussi été étudiés et aucun changement majeur n'a été requis suite à cette transition.

NOUVELLE NORME COMPTABLE

Couverture d'investissements nets

La Société est exposée à un risque de change des devises étrangères relatif aux placements nets dans ses filiales situées à l'étranger et dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie fonctionnelle de la Société. Pour se protéger de ce risque, la Société a décidé d'utiliser la comptabilité de couverture au cours de son troisième trimestre terminé le 31 octobre 2011 et de désigner la totalité de la dette libellée en dollars américains comme élément de couverture des investissements nets à l'étranger.

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées comme suit :

- tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats ;
- les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

Divulgation de nouvelles normes avant la fin du trimestre

L'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié ou modifié les normes suivantes, que la Société n'a pas encore adoptées : IFRS 9 « Instruments financiers » ; IFRS 10 « États financiers consolidés » ; IFRS 11 « Partenariats » ; IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ; IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » ; l'amendement à IAS 27 « États financiers individuels » et à IAS 28 « Participation dans des entreprises associées et des coentreprises ». Chacune des nouvelles normes ou amendements s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est permise.

De plus, il y a eu des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers » qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société n'a pas encore commencé à évaluer l'incidence qu'auront les nouvelles normes et les modifications sur les états financiers ni à déterminer s'il y a lieu d'adopter par anticipation l'une ou l'autre des nouvelles exigences.

— IFRS 9 « Instruments financiers »

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui contient des exigences concernant les actifs financiers. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure contenus dans l'IAS 39 pour les instruments de dette avec un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultats. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, ces instruments étant comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés au résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement de l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés avec ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutés en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux exigences actuelles de IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global.

— IFRS 10 « États financiers consolidés »

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».

— IFRS 11 « Partenariats »

La nouvelle norme IFRS 11 exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

— IFRS 12 « Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

La nouvelle norme IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors de la situation financière. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités.

— IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur »

IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente.

— IAS 1 « Présentation des états financiers »

La norme IAS 1 amendée exige que le résultat étendu soit classé par nature: les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net au cours d'une période ultérieure et les éléments qui seront ultérieurement reclassés dans le résultat net lorsque certaines conditions spécifiques seront réunies.

La norme IAS 1 amendée sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence que l'adoption de cette norme amendée aura sur ses états financiers consolidés, ni établi si elle l'adoptera par anticipation.

— Modifications à d'autres normes

En outre, il y a eu des modifications de normes existantes, y compris IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ». IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements des normes IFRS 10 à 13.

Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, pour lesquelles l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence que l'adoption de ces normes amendées auront sur ses états financiers consolidés, ni établi si elle les adoptera par anticipation.

RESSOURCES HUMAINES

Au 31 octobre 2011, la Société employait au total 280 personnes réparties entre l'usine, les bureaux et les chantiers de construction en Floride.

PERSPECTIVES

Comme indiqué aux trimestres précédents, la Société a adapté son plan d'action à l'environnement d'affaires actuel, lequel continue et continuera vraisemblablement d'être affecté par la lenteur de la reprise économique et la rareté des nouveaux projets dans les créneaux de la Société, surtout aux États-Unis.

De plus, et tel que mentionné auparavant, la Société analyse présentement d'autres alternatives pour s'implanter dans l'Ouest Canadien et ainsi participer au marché liées aux sables bitumineux, au pétrole et à la potasse. Cependant, et comme elle l'a démontré au cours des dernières années, la direction demeurera prudente dans ses décisions d'investissement et maintiendra sa stratégie de gestion opérationnelle et financière responsable.

Par ailleurs, la direction poursuit la fabrication des projets à haut niveau de complexité présentement en cours à son usine de Terrebonne selon les normes les plus élevées de l'industrie et conformément à son engagement d'offrir à ses clients des produits et services à valeur ajoutée, tout en maintenant de bonnes marges bénéficiaires. Bien que les résultats du plus récent trimestre ont été légèrement en deçà de ses attentes, Groupe ADF Inc. maintiendra une approche de gestion rigoureuse de l'ensemble de ses activités afin de préserver la santé de sa situation financière et ainsi se positionner avantageusement en vue de la reprise économique dans ses marchés cibles.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le rapport de gestion sur l'évolution de la situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011, a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 8 décembre 2011.

La Société divulgue régulièrement des renseignements par le biais de communiqués de presse, de ses rapports trimestriels et annuels et de sa notice annuelle, lesquels sont disponibles sur son site Internet à l'adresse électronique www.adfgroup.com et sur le site Internet SEDAR (Système électronique de données, d'analyse et de recherche) à l'adresse électronique www.sedar.com.

La vice-présidente exécutive,
trésorière et secrétaire corporative

Le chef de la direction financière

/ Signé /

Marise Paschini

Terrebonne (Québec) Canada, le 8 décembre 2011

/ Signé /

Jean-François Boursier, CA

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

NOTE AUX LECTEURS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ci-joints ont été préparés par la direction de Groupe ADF Inc. et n'ont pas fait l'objet d'un examen ni d'une revue de la part d'un auditeur externe.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

(Non audités)

	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
Périodes terminées les 31 octobre				
(en milliers \$ canadiens, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
Produits	11 208	13 687	37 555	40 295
Coût des marchandises vendues (note 11)	9 480	10 931	29 598	30 570
Marge brute	1 728	2 756	7 957	9 725
Frais de vente et d'administration	1 567	1 565	4 906	4 463
Produits financiers	(36)	(79)	(244)	(261)
Charges financières (note 13)	60	103	179	299
Gain sur change (note 17)	(330)	(822)	(1 068)	(1 817)
	1 261	767	3 773	2 684
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	467	1 989	4 184	7 041
Charge d'impôt sur le résultat	64	1 086	1 926	3 324
Résultat net de la période	403	903	2 258	3 717
Résultat par action				
Par action, de base et dilué (note 14)	0,01	0,03	0,07	0,11
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers) (note 14)	32 792	32 997	32 785	33 936
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué (en milliers) (note 14)	33 259	33 598	33 347	34 631

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(Non audités)

	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
Périodes terminées les 31 octobre				
(en milliers \$ canadiens)	\$	\$	\$	\$
Résultat net de la période	403	903	2 258	3 717
Autres éléments du résultat global (note 9) :				
Écarts de change sur la conversion des établissements à l'étranger ^{a)}	1 106	(310)	(160)	(983)
Résultat global de la période	1 509	593	2 098	2 734

a) Déduction faite des activités de couverture net des impôts y afférents de 31 \$ pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 (nul pour les mêmes périodes terminées le 31 octobre 2010).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(Non audités)

	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total
(en milliers \$ canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} février 2010	75 436	3 659	144	13 348	92 587
Résultat net de la période	—	—	—	3 717	3 717
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(983)	—	(983)
Résultat global de la période	—	—	(983)	3 717	2 734
Rémunération à base d'actions (note 8)	—	172	—	—	172
Option levées	260	(92)	—	—	168
Rachat d'actions avec droit de vote subalterne	(5 681)	1 945	—	—	(3 736)
Solde au 31 octobre 2010	70 015	5 684	(839)	17 065	91 925

	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total
(en milliers \$ canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} février 2011	70 032	5 740	(1 477)	18 739	93 034
Résultat net de la période	—	—	—	2 258	2 258
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(160)	—	(160)
Résultat global de la période	—	—	(160)	2 258	2 098
Rémunération à base d'actions (note 8)	—	92	—	—	92
Option levées	20	(7)	—	—	13
Dividendes (note 8)	—	—	—	(656)	(656)
Solde au 31 octobre 2011	70 052	5 825	(1 637)	20 341	94 581

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(Non audités)

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ canadiens)	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	19 832	18 677
Placements à court terme	5 558	2 787
Débiteurs	21 885	22 215
Retenues sur contrats (note 10)	4 946	167
Produits en cours (note 10)	1 241	403
Stocks	3 668	3 865
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1 313	985
Instruments financiers dérivés (note 17)	47	741
Total des actifs courants	58 490	49 840
Actifs non courants		
Retenues sur contrats (note 10)	—	3 562
Immobilisations corporelles (note 12)	45 774	46 871
Immobilisations incorporelles (note 12)	2 581	2 601
Autres actifs non courants	2 866	2 852
Actifs d'impôt différé	4 790	6 960
Total de l'actif	114 501	112 686
PASSIF		
Passifs courants		
Créditeurs et autres passifs courants (note 7)	8 051	5 365
Passifs d'impôt exigible	98	159
Produits reportés (note 10)	4 582	4 994
Instruments financiers dérivés (note 17)	98	45
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	2 511	2 513
Total des passifs courants	15 340	13 076
Passifs non courants		
Dette à long terme	4 294	6 151
Passifs d'impôt différé	286	425
Total du passif	19 920	19 652
CAPITAUX PROPRES		
Résultats non distribués	20 341	18 739
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	(1 637)	(1 477)
	18 704	17 262
Capital-actions (note 8)	70 052	70 032
Surplus d'apport	5 825	5 740
Total des capitaux propres	94 581	93 034
Total du passif et des capitaux propres	114 501	112 686

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été autorisés par le conseil d'administration en date du 8 décembre 2011 et ont été signés en son nom.

/ Signé /

Jean Paschini, administrateur

/ Signé /

Marc A. Benoît, CA, administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(Non audité)

Périodes terminées les 31 octobre (en milliers \$ canadiens)	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net	403	903	2 258	3 717
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	758	764	2 312	2 283
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	90	86	268	251
Gain (perte) à la cession d'immobilisations corporelles	10	–	10	(52)
Gain (perte) non réalisé(e) sur instruments financiers dérivés	116	(127)	747	195
Perte (gain) sur change hors trésorerie	882	(57)	482	(415)
Rémunération à base d'actions	21	59	92	172
Charge d'impôt sur le résultat	64	1 086	1 926	3 324
Produits financiers	(36)	(79)	(244)	(261)
Charges financières	60	103	179	299
Résultat net ajusté pour les éléments sans effet sur la trésorerie	2 368	2 738	8 030	9 513
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 15)	(3 569)	4 092	62	(2 483)
Impôt sur le résultat reçu (versé)	–	(202)	(174)	(393)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 201)	6 628	7 918	6 637
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Disposition (acquisition) de placements à court terme	22	(50)	(2 906)	3 884
Acquisition d'immobilisations corporelles	(495)	(111)	(1 133)	(2 264)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(85)	(60)	(248)	(260)
Réduction des autres actifs non courants	(16)	(10)	(15)	(6)
Intérêts reçus	22	66	232	224
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(552)	(165)	(4 070)	1 578
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission de la dette à long terme	–	–	–	4 370
Remboursement de la dette à long terme	(610)	(625)	(1 829)	(1 692)
Émission d'actions avec droit de vote subalterne	–	4	13	168
Rachat d'actions avec droit de vote subalterne	–	(950)	–	(3 736)
Dividendes versés (note 8)	(328)	–	(656)	–
Intérêts versés sur swap de taux d'intérêts	(9)	(24)	(26)	(24)
Intérêts versés	(49)	(74)	(151)	(195)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(996)	(1 669)	(2 649)	(1 109)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	378	(42)	(44)	(164)
(Diminution) augmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 371)	4 752	1 155	6 942
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période (note 15)	22 203	7 960	18 677	5 770
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 15)	19 832	12 712	19 832	12 712

Des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie sont présentées à la note 15.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (Non audités)

Périodes de trois et neuf mois terminées les 31 octobre 2011 et 2010.

Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens (\$ CA), sauf indication contraire et sauf les montants par action, les pourcentages et les coefficients.

1. NATURE DES AFFAIRES

GROUPE ADF INC. (« ADF » ou la « Société ») est constitué en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et son siège social est situé à Terrebonne, Québec, Canada. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole DRX. La Société, qui exploite une usine de fabrication de 58 530 mètres carrés (630 000 pieds carrés) au Canada, exerce ses activités dans les domaines de la conception et l'ingénierie de connexion, la fabrication et l'installation de charpentes métalliques complexes, de composantes assemblées lourdes en acier, ainsi que de métaux ouvrés et architecturaux, destinés aux cinq principaux segments du marché de la construction non résidentielle, soit : les tours de bureaux et édifices en hauteur, les complexes commerciaux et récréatifs, les installations aéroportuaires, les complexes industriels et les installations nucléaires, ainsi que les infrastructures de transport.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ADOPTION DES IFRS

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés des trimestres terminés les 30 avril, 31 juillet et 31 octobre 2011. Dans les présents états financiers, les PCGR du Canada s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, de même que ceux des trimestres terminés les 30 avril 2011 et 31 juillet 2011 ont été établis conformément aux IFRS applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, notamment IAS 34 « Information financière intermédiaire » et IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Les états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice terminé le 31 janvier 2011 et avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre terminé le 30 avril 2011. La note 18 discute de l'information liée aux IFRS pour l'exercice terminé le 31 janvier 2011 non soumis dans les états financiers annuel 2011.

Sauf pour certains choix liés à la transition, tel que stipulé à la note 19, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} février 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 19 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 janvier 2011. Les chiffres comparatifs de 2011 présentés dans les présents états financiers consolidés ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

À l'exclusion de la note 4, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis en fonction des mêmes conventions comptables présentées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre terminé le 30 avril 2011. Les conventions appliquées pour les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 8 décembre 2011, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui seront appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2012, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon la base du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers et instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur.

3. INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS

La préparation des états financiers, conformément aux IFRS, exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif et sur les renseignements fournis quant aux éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi qu'aux montants inscrits au titre des produits et des charges au cours des périodes. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer par rapport à ces estimations. L'évaluation des produits en cours exige que la direction fasse une estimation du degré d'avancement des travaux, du coût de réalisation et de la marge brute prévue. L'évaluation des actifs à long terme et de leur dépréciation, des options, des impôts, des provisions et des éventualités requiert également l'utilisation d'estimations.

a) **Degré d'avancement des travaux**

La valeur comptable des produits en cours au montant de 1 241 000 \$ au 31 octobre 2011 (403 000 \$ au 31 janvier en 2011), et les produits comptabilisés tirés des contrats de construction reflètent la meilleure estimation de la direction relativement au résultat de chaque contrat et ses coûts prévus. La direction de la Société évalue mensuellement la rentabilité des contrats de construction en cours et le carnet de commandes à l'aide de procédures complètes de gestion de projets. Dans le cas de contrats complexes, en particulier, les coûts à terminaison et la rentabilité du contrat sont exposés à une incertitude importante relativement à l'estimation. Le résultat réel peut différer en raison de changements non prévus dans les modèles de contrats effectués. De plus amples renseignements sur la méthode comptable de la Société relative aux contrats de construction sont présentés à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre terminé le 30 avril 2011.

b) **Évaluation des actifs à long terme et leur dépréciation**

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de clôture. Au 31 octobre 2011, la direction a évalué que les durées d'utilité correspondaient à l'utilité prévue des actifs de la Société. Les valeurs comptables sont analysées à chaque fin d'exercice. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels.

c) **Impôts**

La Société calcule la charge d'impôt dans chacune des juridictions dans lesquelles elle opère. Toutefois, les montants réels des impôts sur le résultat ne deviennent définitifs que lors du dépôt et de l'acceptation de la déclaration d'impôt par les autorités compétentes, lesquels se produisent après la publication des états financiers. En outre, l'estimation des impôts sur le résultat comprend l'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé et repose sur une évaluation de la capacité d'utiliser les déductions fiscales sous-jacentes futures avant qu'elles n'expirent. L'évaluation est basée sur des lois fiscales existantes et des estimations de résultats imposables futurs.

Le taux d'impôt de la Société pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 était de 14 % et de 46 % respectivement (55 % et 47 % respectivement pour les mêmes périodes terminées le 31 octobre 2010) du résultat avant la charge d'impôt sur le résultat.

4. **NOUVELLE NORME COMPTABLE**

Couverture d'investissements nets

La Société est exposée à un risque de change des devises étrangères relatif aux placements nets dans ses filiales situées à l'étranger et dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie fonctionnelle de la Société. Pour se protéger de ce risque, la Société a décidé d'utiliser la comptabilité de couverture au cours de son troisième trimestre terminé le 31 octobre 2011 et de désigner la totalité de la dette libellée en dollars américains comme élément de couverture des investissements nets à l'étranger.

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées comme suit :

- Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats.
- Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

5. **JUGEMENTS IMPORTANTS DE LA DIRECTION DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES**

Le paragraphe qui suit traite des jugements importants que doit poser la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'impact le plus significatif sur les états financiers. Les incertitudes relatives aux estimations critiques sont décrites à la note 3.

Produits tirés des contrats de construction

Le degré d'avancement de l'activité des contrats de construction est évalué par la direction en tenant compte de toute l'information disponible à la date de clôture. Dans le cadre de ce processus, la direction porte des jugements importants quant aux étapes franchies, aux travaux effectués et aux coûts à terminaison estimés. De plus amples renseignements sur la méthode comptable de la Société relative aux contrats de construction sont présentés à la note 2 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre terminé le 30 avril 2011.

6. **NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES**

Divulgence de nouvelles normes avant la fin du trimestre

L'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié ou modifié les normes suivantes, que la Société n'a pas encore adoptées : IFRS 9 « Instruments financiers » ; IFRS 10 « États financiers consolidés » ; IFRS 11 « Partenariats » ; IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ; IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » ; l'amendement à IAS 27 « États financiers individuels » et à IAS 28 « Participation dans des entreprises associées et des coentreprises ». Chacune des nouvelles normes ou amendements s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est permise.

De plus, il y a eu des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers » qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société n'a pas encore commencé à évaluer l'incidence qu'auront les nouvelles normes et les modifications sur les états financiers ni à déterminer s'il y a lieu d'adopter par anticipation l'une ou l'autre des nouvelles exigences.

— IFRS 9 « Instruments financiers »

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui contient des exigences concernant les actifs financiers. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure contenus dans l'IAS 39 pour les instruments de dette avec un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultats. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, ces instruments étant comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés au résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement de l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés avec ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutés en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux exigences actuelles de IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global.

— IFRS 10 « États financiers consolidés »

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».

— IFRS 11 « Partenariats »

La nouvelle norme IFRS 11 exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

— IFRS 12 « Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

La nouvelle norme IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors de la situation financière. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités.

— IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur »

IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente.

— IAS 1 « Présentation des états financiers »

La norme IAS 1 amendée exige que le résultat étendu soit classé par nature: les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net au cours d'une période ultérieure et les éléments qui seront ultérieurement reclassés dans le résultat net lorsque certaines conditions spécifiques seront réunies.

La norme IAS 1 amendée sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence que l'adoption de cette norme amendée aura sur ses états financiers consolidés, ni établi si elle l'adoptera par anticipation.

— Modifications à d'autres normes

En outre, il y a eu des modifications de normes existantes, y compris IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ». IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements des normes IFRS 10 à 13.

Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, pour lesquelles l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence que l'adoption de ces normes amendées auront sur ses états financiers consolidés, ni établi si elle les adoptera par anticipation.

7. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Comptes à payer	4 309	2 770
Charges à payer	2 285	710
Salaires et charges sociales à payer	1 457	1 885
	8 051	5 365

8. CAPITAL-ACTIONS

a) Capital-actions

Autorisé : Un nombre illimité d'actions avec droit de vote subalterne, donnant droit à 1 vote par action.
Un nombre illimité d'actions avec droit de vote multiple, donnant droit à 10 votes par action.
Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en série.

	Actions avec droit de vote subalterne		Actions avec droit de vote multiple		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'actions)						
Au 1 ^{er} février 2010	20 122 605	59 435	14 343 107	16 001	34 465 712	75 436
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	249 200	277	—	—	249 200	277
Rachat d'actions	(1 940 000)	(5 681)	—	—	(1 940 000)	(5 681)
Au 31 janvier 2011	18 431 805	54 031	14 343 107	16 001	32 774 912	70 032
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	17 000	20	—	—	17 000	20
Au 31 octobre 2011	18 448 805	54 051	14 343 107	16 001	32 791 912	70 052

b) Actions avec droit de vote subalterne

La Société n'a émis aucune action avec droit de vote subalterne au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011 et a émis 17 000 actions avec droit de vote subalterne pour un montant de 13 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011 (4 400 et 236 400 actions au cours des mêmes périodes terminées le 31 octobre 2010 pour un montant de 4 000 \$ et de 168 000 \$ respectivement), en vertu de son régime d'options d'achat d'actions (voir « Régime d'options d'achat d'actions » ci-après).

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2011, la Société a constaté, à titre de distribution à ses actionnaires inscrits au 22 septembre 2011, des dividendes de 328 000 \$ ou de 0,01 \$ par action, représentant 185 000 \$ pour les actions avec droit de vote subalterne et 143 000 \$ pour les actions avec droit de vote multiple, et payés le 17 octobre 2011, portant à 656 000 \$ le total des dividendes payés pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, dont 369 000 \$ pour les actions avec droit de vote subalterne et 287 000 \$ pour les actions avec droit de vote multiple.

c) Régime d'options d'achat d'actions

Au 31 octobre 2011, un total de 3 426 029 actions avec droit de vote subalterne (idem au 31 janvier 2011) avaient été réservées aux fins du régime d'options d'achat d'actions, dont 1 476 029 au 31 octobre 2011 (idem au 31 janvier 2011) n'avaient pas encore été attribuées. Le régime prévoit que le prix de levée des options octroyées ne doit pas être inférieur au cours du marché à la fermeture le jour de l'octroi des options par le conseil d'administration de la Société. Le droit de levée de ces options s'acquiert un an après l'octroi à raison de 20 % par année pour la majorité des options à l'exception de l'émission du 20 février 2007 dont le taux d'acquisition est de 50 % par année, et des émissions du 17 octobre 2009 et du 14 décembre 2009 dont les options sont exerçables sur trois ans à compter de ces dates. Dans tous les cas, le droit de levée prend fin 10 ans après l'octroi.

	Au 31 octobre 2011		Au 31 janvier 2011	
	Options	Prix de levée moyen pondéré	Options	Prix de levée moyen pondéré
(en \$ CA, sauf le nombre d'options)	Nombre	\$	Nombre	\$
En circulation au début	1 381 864	1,39	1 591 064	1,27
Octroyées	—	—	50 000	1,88
Levées	(17 000)	0,71	(249 200)	0,71
Annulées	—	—	(10 000)	2,14
En circulation à la fin	1 364 864	1,39	1 381 864	1,39
Pouvant être levées à la fin	1 265 664	1,27	1 207 064	1,17

Au 31 octobre 2011, le prix de levée moyen pondéré et la durée résiduelle moyenne pondérée des options étaient comme suit :

Prix de levée (en \$)	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (année)	Prix de levée moyen pondéré (en \$)	Nombre pouvant être exercé	Prix de levée moyen pondéré (en \$)
6,48	5 000	6,20	6,48	3 000	6,48
5,65	60 000	6,46	5,65	36 000	5,65
2,52	60 000	8,12	2,52	40 000	2,52
2,45	168 000	7,71	2,45	168 000	2,45
2,14	27 664	5,30	2,14	27 664	2,14
1,88	50 000	8,87	1,88	10 000	1,88
1,79	48 000	5,12	1,79	36 000	1,79
1,63	50 000	3,65	1,63	50 000	1,63
1,15	2 000	7,15	1,15	800	1,15
1,14	20 000	4,61	1,14	20 000	1,14
1,05	8 000	4,56	1,05	8 000	1,05
0,71	866 200	3,45	0,71	866 200	0,71
	1 364 864	4,65	1,39	1 265 664	1,27

La Société n'a octroyé aucune option d'achat d'actions au cours des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 et a octroyé 50 000 options pour les mêmes périodes terminées le 31 octobre 2010. Des charges totalisant 21 000 \$ et 92 000 \$ respectivement (59 000 \$ et 172 000 \$ respectivement pour les mêmes périodes terminées le 31 octobre 2010) ont été constatées au résultat net consolidé pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 et des montants équivalents ont été reconnus au surplus d'apport.

d) Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2011, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions différées pour le bénéfice de ses administrateurs externes, lequel a débuté au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2011.

Ce régime de rémunération différée permet à tout administrateur externe qui désire y participer de différer, en tout ou en partie, sa rémunération d'administrateur (comprenant les honoraires et jetons de présence) en choisissant de toucher un pourcentage, (jusqu'à hauteur maximale de 100 %) de cette rémunération sous forme d'UAD qui seront rachetées par la Société à la date à laquelle l'administrateur externe cessera d'être administrateur de la Société, au motif de son décès, de sa retraite ou de la perte de sa fonction d'administrateur.

Lorsqu'un administrateur externe se prévaut de ce régime, la Société crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la valeur au marché des actions avec droit de vote subalternes établie par le taux de clôture moyen des cinq jours ouvrables précédant la date de l'octroi. Lorsque la Société verse des dividendes sur les actions avec droit de vote subalterne, les comptes des administrateurs sont crédités d'un montant équivalent sous forme d'unités supplémentaires selon la même base de calcul décrite ci-dessus. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie, dans le poste « Crédeurs et autres passifs courants » de l'état consolidé de la situation financière.

La rémunération au titre des UAD émises pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 s'est chiffrée à 13 000 \$ et 23 000 \$ respectivement, représentant 9 585 et 16 036 unités respectivement, et fut comptabilisée au poste « Crédeurs et autres passifs courants ».

9. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Périodes terminées les 31 octobre (en milliers \$ CA)	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Écarts de change sur conversion des établissements à l'étranger				
Solde d'ouverture	(2 887)	(673)	(1 621)	—
Variation de la période	1 191	(310)	(75)	(983)
Solde de clôture	(1 696)	(983)	(1 696)	(983)
Couverture des établissements à l'étranger, net des impôts y afférents				
Solde d'ouverture	—	—	—	—
Variations de la période, net des impôts de 31 \$	(85)	—	(85)	—
Solde de clôture	(85)	—	(85)	—
Actifs financiers disponibles à la vente				
Solde d'ouverture	144	144	144	144
Variations de la période	—	—	—	—
Solde de clôture	144	144	144	144

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Se répartissant comme suit :		
Écarts de change sur la conversion des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture net des impôts y afférents ^{a)}	(1 781)	(1 621)
Actifs financiers disponibles à la vente ^{b)}	144	144
	(1 637)	(1 477)

- a) La composante « Conversion des établissements à l'étranger » représente les écarts de change qui ont trait à la conversion de la monnaie fonctionnelle des établissements à l'étranger de la Société au dollar canadien. À la cession d'un établissement à l'étranger, les écarts de change cumulés sont reclassés au résultat net à titre de profit ou de perte à la cession.
- b) La composante « Actifs financiers disponibles à la vente » découle de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente. Lorsqu'un actif financier réévalué est vendu, la portion de la composante liée à l'actif financier en question, qui est effectivement réalisée, est comptabilisée au résultat net. Lorsqu'un actif financier réévalué subit une perte de valeur, la portion de la composante liée à l'actif financier en question est comptabilisée au résultat net.

10. CONTRATS DE CONSTRUCTION

Des produits de 11 208 000 \$ et de 37 555 000 \$ pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 respectivement (13 687 000 \$ et 40 295 000 \$ respectivement pour les mêmes périodes terminées le 31 octobre 2010) liés aux contrats de construction ont été inclus aux produits des périodes de présentation de l'information financière considérées. Les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière sont liés aux contrats de construction en cours à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les montants sont calculés comme étant les montants nets des coûts encourus, plus les profits comptabilisés, moins les pertes comptabilisées et les facturations de la période. La valeur comptable des actifs et des passifs se détaille comme suit :

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Montant total des coûts encourus et des profits et des pertes comptabilisés pour tous les contrats en cours	146 550	123 246
Moins les facturations périodiques	(149 891)	(127 837)
	(3 341)	(4 591)
Comptabilisé comme :		
Montant dû par les clients pour les travaux de contrats de construction, comptabilisé à titre de produits en cours	1 241	403
Montant dû au client pour les travaux de contrats de construction, comptabilisé à titre de produits reportés	(4 582)	(4 994)
	(3 341)	(4 591)

Les avances reçues des clients pour les contrats de construction relativement aux travaux qui n'ont pas encore été exécutés ont été comptabilisées dans les créditeurs et autres passifs courants (voir la note 7). Au 31 octobre 2011, le montant de ces avances était de 1 305 000 \$ (nul au 31 janvier 2011).

Les retenues sur les contrats de construction seront reçues au moment de l'acceptation par le client des travaux exécutés et se détaillent comme suit :

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Retenues sur contrats incluses dans les actifs courants	4 946	167
Retenues sur contrats incluses dans les actifs non courants	—	3 562
	4 946	3 729

11. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

Le coût des marchandises vendues se détaille comme suit :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	8 748	10 192	27 365	28 369
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	732	739	2 233	2 201
	9 480	10 931	29 598	30 570

12. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	758	764	2 312	2 283
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	86	268	251
	848	850	2 580	2 534

Au 31 octobre 2011, seuls l'agrandissement des bâtiments et l'achat d'équipements de fabrication, d'une valeur comptable globale de 730 000 \$ incluse dans les immobilisations corporelles, ne faisaient pas l'objet d'amortissement à cette date. Au 31 octobre 2010, la valeur comptable des immobilisations corporelles en construction ne faisant pas l'objet d'amortissement totalisait 655 000 \$ et se rapportaient à l'agrandissement des bâtiments.

La valeur comptable des immobilisations incorporelles n'ayant pas fait l'objet d'amortissement au 31 octobre 2011 totalisait 279 000 \$ et se rapportaient au développement d'un logiciel financier intégré. Au 31 octobre 2010 toutes les immobilisations incorporelles faisaient l'objet d'amortissement.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, la Société s'est engagée dans l'acquisition d'équipements liés à la fabrication pour un montant total de 1 150 000 \$ US pour lequel un solde de 750 000 \$ US était dû au 31 octobre 2011.

13. CHARGES FINANCIÈRES

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	50	74	155	266
Autres intérêts	10	29	24	33
	60	103	179	299

14. RÉSULTATS PAR ACTION

Le résultat par action dilué a été calculé selon la méthode du rachat d'actions. Le tableau ci-dessous réconcilie le numérateur et le dénominateur utilisés dans le calcul du résultat par action de base et dilué.

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Numérateur (en milliers \$ CA)				
Numérateur aux fins du résultat par action, de base et dilué	403	903	2 258	3 717
Dénominateur (en unité)				
Nombre moyen pondéré d'actions, de base	32 792	32 997	32 785	33 936
Effets des instruments dilutifs :				
— Options d'achat d'actions	467	601	562	695
Nombre moyen pondéré d'actions, dilué	33 259	33 598	33 347	34 631

Aux fins du calcul du résultat par action dilué, la Société doit considérer les options d'achat d'actions comme instrument dilutif.

Seules 1 030 864 et 980 864 options d'achat d'actions ont été prises en compte dans le calcul du résultat par action dilué pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011 (983 000 et 1 024 663 respectivement pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2010), puisque les autres options étaient antidilutives.

15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement » :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	(7 822)	1 373	(469)	(9 725)
Retenues sur contrats	(384)	(889)	(1 415)	285
Impôt exigible	(130)	90	(2)	424
Produits en cours	195	417	(881)	1 092
Stocks	110	105	197	(481)
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(15)	(655)	(331)	(1 130)
Créditeurs et autres passifs courants	1 917	(962)	3 184	890
Produits reportés	2 560	4 613	(221)	6 162
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(3 569)	4 092	62	(2 483)

Les activités de financement et d'investissement sans incidence sur la trésorerie se détaillaient comme suit :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Disposition d'immobilisations corporelles consenties en échange de nouvelles immobilisations corporelles	39	—	39	139
Contrat de location-acquisition	37	—	37	—
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	76	—	76	139

Pour les besoins des états consolidés des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se présentent comme suit :

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Trésorerie	19 832	15 918
Équivalents de trésorerie - dépôts à terme	—	2 759
	19 832	18 677

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal des activités, certaines opérations ont été conclues avec des sociétés détenues par des actionnaires majoritaires. Ces opérations, décrites ci-dessous, sont mesurées à la valeur d'échange, laquelle se rapproche de la valeur du marché :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Frais de gestion	279	266	908	766

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration, ainsi que ceux du comité de direction de Groupe ADF Inc. (la société mère) et de leurs personnes liées. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

Périodes terminées les 31 octobre	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	145	85	488	389
Coût de la sécurité sociale	18	11	70	63
Cotisations aux régimes de retraite	—	—	44	22
Rémunération à base d'actions	20	55	89	161
Autres ^{a)}	69	69	170	190
	252	220	861	825

a) Constitués principalement de jetons de présence.

17. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée aux risques associés à la variation du taux de change entre les devises canadienne et américaine puisqu'elle réalise la majorité de ses produits en devises américaines, soit environ 92 % au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011 (99 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2010). En vertu de la politique de couverture de la Société, divers mécanismes de protection ont été mis en place dans le but de limiter l'incidence de ces fluctuations sur ses résultats, notamment :

- la maximisation des achats en dollars américains afin de se prévaloir d'une protection naturelle lorsque possible ;
- l'acquisition d'équipements de production en dollars américains ;
- la conversion de la dette à long terme en dollars américains ;
- utilisation de la comptabilité de couverture ; et
- l'utilisation de contrats de change à terme pour couvrir une partie du risque de change résiduel.

Au cours des périodes de trois mois et neuf premiers mois terminées le 31 octobre 2011, la Société a conclu des contrats de change à terme suivants :

Période de 3 mois terminée le 31 octobre 2011			Période de 9 mois terminée le 31 octobre 2011		
En milliers \$ US	En milliers \$ CA	Date d'échéance	En milliers \$ US	En milliers \$ CA	Date d'échéance
—	—	—	1 500	1 455	Avril 2011
—	—	—	1 500	1 455	Octobre 2011
2 500	2 500	Octobre 2011	2 500	2 500	Octobre 2011
2 000	2 080	Octobre 2011	2 000	2 080	Octobre 2011
—	—	—	1 500	1 470	Janvier 2012
2 500	2 500	Janvier 2012	2 500	2 500	Janvier 2012
2 000	2 080	Janvier 2012	2 000	2 080	Janvier 2012
—	—	—	1 500	1 470	Avril 2012
2 500	2 500	Avril 2012	2 500	2 500	Avril 2012
1 000	1 040	Avril 2012	1 000	1 040	Avril 2012
1 500	1 500	Juillet 2012	1 500	1 500	Juillet 2012
1 000	1 040	Juillet 2012	1 000	1 040	Juillet 2012
15 000	15 961		21 000	21 090	

De plus, certains de ces contrats de change à terme incluent une option sur devise, de même valeur, en faveur de l'institution financière émettrice. Cette option donne à l'institution financière le choix d'exercer, à son gré, l'option pour la valeur indiquée si le taux à l'échéance est supérieur au taux prescrit de 0,97 \$ ou de 0,98 \$ selon le cas. Si le taux à l'échéance est inférieur à 0,97 \$ ou 0,98 \$, l'option deviendra caduque. De ce fait, l'option qui venait à échéance à la fin du troisième trimestre terminé le 31 octobre 2011 a été exercée par l'institution financière. Au 31 octobre 2011, le solde des options s'établissait à 3 000 000 \$ US au taux de 0,98 \$.

Le tableau ci-dessous résume les activités relatives aux contrats de change à terme :

(en milliers \$, sauf les taux)	Période de 9 mois terminée le 31 octobre 2011			Période de 12 mois terminée le 31 janvier 2011		
	\$ US	\$ CA	Taux moyen	\$ US	\$ CA	Taux moyen
Solde au début	16 500	17 328	1,0502	17 000	19 080	1,1224
Acquisitions	21 000	21 090	1,0043	27 000	28 395	1,0517
Échus	(24 000)	(24 818)	1,0341	(27 500)	(30 147)	1,0963
Solde à la fin	13 500	13 600	1,0074	16 500	17 328	1,0502

Le solde des contrats de change à terme non échus de la Société au 31 octobre 2011 s'établissait à 13 500 000 \$ US (16 500 000 \$ US au 31 janvier 2011), représentant une couverture de 52 % (25 % au 31 janvier 2011) de son risque net entre les entrées et les sorties de fonds futurs libellés en devises américaines du carnet de commandes en main pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2012.

Les dates d'échéance de ces instruments financiers dérivés s'étalent de la façon suivante :

(en milliers \$, sauf les taux)	Contrats de change à terme			Options sur devise		
	\$ US	\$ CA	Taux moyen	\$ US	\$ CA ¹	Taux minimum ¹
31 janvier 2012	6 000	6 050	1,0083	1 500	1 470	0,9800
30 avril 2012	5 000	5 010	1,0020	1 500	1 470	0,9800
31 juillet 2012	2 500	2 540	1,0160	—	—	—
	13 500	13 600	1,0074	3 000	2 940	0,9800

1. Représente le montant minimum que la Société pourrait avoir à déboursier au taux minimum spécifié si l'institution financière exerçait son option de conversion à la date d'échéance. Cependant, ce déboursé pourrait être plus élevé advenant le cas où le taux du dollar américain par rapport au dollar canadien sur le marché serait plus élevé à la date d'échéance de chacune de ces options.

Ces instruments financiers dérivés sont classés comme étant détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période, puisqu'ils ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture efficace.

Le tableau résume la position de la Société :

Aux	31 octobre 2011	31 janvier 2011
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Actifs courants liés aux instruments financiers dérivés :		
Contrats de change à terme	47	741
Passifs courants liés aux instruments financiers dérivés :		
Options sur devises	59	—
Swap de taux d'intérêts	39	45
	98	45

De plus, la Société a encaissé un montant net de 136 000 \$ relativement à des gains sur change réalisés sur les contrats échus au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, dont la juste valeur s'établissait à 7 500 000 \$ US au taux moyen de 1,0117 \$ CA pour 1,00 \$ US, comparativement à un encaissement de 670 000 \$ relatif à des gains sur change réalisés sur des contrats échus au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010, dont la juste valeur s'établissait à 8 000 000 \$ US au taux moyen de 1,1025 \$ CA pour 1,00 \$ US. La perte sur change des instruments financiers dérivés incluse au poste « Gain sur change » a totalisé 20 000 \$ au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011, en tenant compte de la position favorable de 741 000 \$ au 31 janvier 2011 (versus un gain de 803 000 \$ au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010, en tenant compte d'une position favorable de 832 000 \$ au 31 janvier 2010).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, la Société a encaissé 1 668 000 \$ relativement à des gains sur change réalisés dont la juste valeur s'établissait à 24 000 000 \$ US au taux moyen de 1,0341 \$ CA pour 1,00 \$ US, comparativement à un encaissement de 1 747 000 \$ relatif à des gains sur change réalisés sur des contrats échus au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2010, dont la juste valeur s'établissait à 18 000 000 \$ US au taux moyen de 1,1167 \$ CA pour 1,00 \$ US. Le gain sur change des instruments financiers dérivés inclus au poste « Gain sur change » a totalisé 879 000 \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, en tenant compte de la position favorable de 741 000 \$ au 31 janvier 2011 (un gain de 1 617 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2010, tenant compte d'une position favorable de 832 000 \$ au 31 janvier 2010).

18. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans le secteur de la construction non résidentielle, principalement aux États-Unis et au Canada. Ses activités incluent la conception et l'ingénierie de connexion, la fabrication et l'installation de charpentes métalliques complexes, de composantes assemblées lourdes en acier, ainsi que de métaux ouvrés et architecturaux.

Périodes terminées les 31 octobre (en milliers \$ CA)	3 mois		9 mois	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Canada	2 360	4	2 835	567
États-Unis	8 848	13 683	34 720	39 728
	11 208	13 687	37 555	40 295

Aux (en milliers \$ CA)	31 octobre 2011	31 janvier 2011
	\$	\$
Immobilisations corporelles		
Canada	45 092	46 767
États-Unis	682	104
	45 774	46 871

La totalité des immobilisations incorporelles et des crédits d'impôt à l'investissement inclus dans les « Autres actifs non courants » en date des 31 janvier 2011 et 31 octobre 2011, était du Canada.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2011, la Société a réalisé 89 % de ses produits auprès d'un client (89 % de ses produits auprès d'un client au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2010), lequel est donc le seul à avoir représenté plus de 10 % des produits.

19. PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

Les présents états sont les troisièmes états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société préparés selon les IFRS (note 2). La date de transition aux IFRS est le 1^{er} février 2010.

La Société est tenue d'établir des conventions comptables IFRS à compter de la date de transition et, sauf pour certains choix liés à la transition, d'appliquer ces conventions rétrospectivement pour déterminer le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} février 2010. Une description des exemptions et exceptions applicables en vertu des IFRS à ce principe général d'application rétroactive, de même que les choix de la Société sont présentés à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2011. Cette note présente également le rapprochement entre les données financières établies selon les PCGR du Canada et les données financières établies selon les IFRS au cours de l'exercice 2011, y compris le rapprochement des états consolidés des résultats, du résultat global et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 janvier 2011, ainsi que le rapprochement des états consolidés de la situation financière et des capitaux propres aux 1^{er} février 2010 et 31 janvier 2011. Les divulgations annuelles supplémentaires selon les IFRS considérées comme importantes sont également présentées à cette note.

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des états consolidés des résultats, du résultat global et des flux de trésorerie pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 octobre 2010, ainsi que le rapprochement de l'état consolidé de la situation financière et des capitaux propres au 31 octobre 2010.

Rapprochement de la situation financière au 31 octobre 2010

Ancien libellé	Note	<i>PCGR du Canada</i>	<i>Effet transition IFRS</i>	<i>Reclassement</i>	<i>IFRS</i>	Nouveau libellé ¹
(en milliers \$ CA)		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
À court terme						Actifs courants
Trésorerie et équivalents de trésorerie		12 712	—	—	12 712	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Placements à court terme		7 596	—	—	7 596	Placements à court terme
Débiteurs	e	24 744	—	(2 274)	22 470	Débiteurs
Impôts sur les bénéfices		66	—	—	66	Actifs d'impôt exigible
Retenues sur contrats		667	—	—	667	Retenues sur contrats
Crédits d'impôt à l'investissement		536	—	(536)	—	
Produits en cours		428	—	—	428	Produits en cours
Stocks		3 574	—	—	3 574	Stocks
Charges payées d'avance	e	615	—	2 810	3 425	Charges payées d'avance et autres actifs courants
Instruments financiers dérivés		703	—	—	703	Instruments financiers dérivés
Actifs d'impôts futurs	a	3 488	(3 488)	—	—	
		55 129	(3 488)	—	51 641	Total des actifs courants
						Actifs non courants
Retenues sur contrats à long terme		2 876	—	—	2 876	Retenues sur contrats
Crédits d'impôt à l'investissement	e	2 065	—	(2 065)	—	
Immobilisations corporelles	b,c	42 811	4 652	—	47 463	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels		2 599	—	—	2 599	Immobilisations incorporelles
Autres éléments d'actif	e	253	—	2 065	2 318	Autres actifs non courants
Actifs d'impôts futurs	a	5 622	2 366	—	7 988	Actifs d'impôt différé
		111 355	3 530	—	114 885	Total de l'actif
PASSIF						PASSIF
À court terme						Passifs courants
Créditeurs		3 118	—	2 042	5 160	Créditeurs et autres passifs courants
Charges à payer		1 146	—	(1 146)	—	
Salaires et charges sociales à payer		896	—	(896)	—	
Produits reportés		8 219	—	—	8 219	Produits reportés
Instruments financiers dérivés		66	—	—	66	Instruments financiers dérivés
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an		2 516	—	—	2 516	Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an
		15 961	—	—	15 961	Total des passifs courants
						Passifs non courants
Dette à long terme		6 818	—	—	6 818	Dette à long terme
Passifs d'impôts futurs	a,b	554	(373)	—	181	Passifs d'impôt différé
		23 333	(373)	—	22 960	Total du passif
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Bénéfices non répartis	b,c,d	12 505	4 560	—	17 065	Résultats non distribués
Cumul des autres éléments du résultat étendu	c	144	(983)	—	(839)	Cumul des autres éléments du résultat global
		12 649	3 577	—	16 226	
Capital-actions	d	69 931	84	—	70 015	Capital-actions
Surplus d'apport	d	5 442	242	—	5 684	Surplus d'apport
		88 022	3 903	—	91 925	Total des capitaux propres
		111 355	3 530	—	114 885	Total du passif et des capitaux propres

1. Certaines différences de présentation entre les PCGR du Canada et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat net ou sur le total des capitaux propres. Certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR du Canada, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas affectés.

Rapprochement des capitaux propres au :	Note	31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)		\$
Capital-actions selon les PCGR du Canada		69 931
Impact net du passage aux IFRS sur la rémunération à base d'actions	d	84
Capital-actions selon les IFRS		70 015
Surplus d'apport selon les PCGR du Canada		5 442
Impact net du passage aux IFRS sur la rémunération à base d'actions	d	242
Surplus d'apport selon les IFRS		5 684
Cumul des autres éléments du résultat étendu selon les PCGR du Canada		144
Impact net du changement de monnaie fonctionnelle des établissements à l'étranger	c	(983)
Cumul des autres éléments du résultat global selon les IFRS		(839)
Bénéfices non répartis selon les PCGR du Canada		12 505
Impact net sur la reprise d'une dévaluation des immobilisations corporelles	b	674
Impact net de la réévaluation du terrain selon le choix effectué en vertu de l'IFRS 1	b	3 223
Impact net du changement de monnaie fonctionnelle des établissements à l'étranger	c	989
Impact net du passage aux IFRS sur la rémunération à base d'actions	d	(326)
Résultats non distribués selon les IFRS		17 065
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		88 022
Total des ajustements	b,c,d	3 903
Capitaux propres selon les IFRS		91 925

Rapprochement du résultat net de la période de 3 mois terminée le 31 octobre 2010

Ancien libellé	Note	PCGR du Canada	Effet transition IFRS	Reclassement	IFRS	Nouveau libellé ¹
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)		\$	\$	\$	\$	
Produits		13 687	—	—	13 687	Produits
Coût des marchandises vendues	b c e	10 192	6	733	10 931	Coût des marchandises vendues
Marge brute avant variation de change		3 495	(6)	(733)	2 756	Marge brute
	d e	—	28	1 537	1 565	Frais de vente et d'administration
	e	—	—	(79)	(79)	Produits financiers
	e	—	—	103	103	Charges financières
Gain sur change	c	(517)	(305)	—	(822)	Gain sur change
		(517)	(277)	1 561	767	
Marge brute	e	4 012	—	(4 012)	—	
Frais de vente et d'administration	e	1 426	—	(1 426)	—	
Bénéfice avant les postes ci-dessous :		2 586	—	(2 586)	—	
Amortissement						
Amortissement des immobilisations corporelles	e	758	—	(758)	—	
Amortissement des actifs incorporels	e	86	—	(86)	—	
		844	—	(844)	—	
Bénéfice avant frais financiers (revenus d'intérêts) et impôts sur les bénéfices		1 742	—	(1 742)	—	
Frais financiers (revenus d'intérêts)	e	24	—	(24)	—	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	e	1 718	271	—	1 989	Résultat avant charge d'impôt sur le résultat
Impôts sur les bénéfices	b	1 088	(2)	—	1 086	Charge d'impôt sur le résultat
Bénéfice net et résultat étendu		630	273	—	903	Résultat net de la période
Bénéfice par action, de base		0,02			0,03	Résultat par action, de base
Bénéfice par action, dilué		0,02			0,03	Résultat par action, dilué

Rapprochement du résultat global de la période de 3 mois terminée le 31 octobre 2010

Ancien libellé	Note	PCGR du Canada	Effet transition IFRS	Reclassement	IFRS	Nouveau libellé ¹
(en milliers \$ CA)		\$	\$	\$	\$	
Bénéfice net		630	273	—	903	Résultat net de la période
Autres éléments du résultat étendu :						Autres éléments du résultat global :
	c	—	(310)	—	(310)	Écarts de change provenant de la conversion des établissements à l'étranger
Résultat étendu		630	(37)	—	593	Résultat global de la période

1. Certaines différences de présentation entre les PCGR du Canada et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat net ou sur le total des capitaux propres. Certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR du Canada, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas affectés.

Rapprochement du résultat net de la période de 9 mois terminée le 31 octobre 2010

Ancien libellé	Note	<i>PCGR du canada</i>	<i>Effet transition IFRS</i>	<i>Reclassement</i>	<i>IFRS</i>	Nouveau libellé ¹
(en milliers \$ CA)		\$	\$	\$	\$	
Produits		40 295	—	—	40 295	Produits
Coût des marchandises vendues	b,c,e	28 369	18	2 183	30 570	Coût des marchandises vendues
Marge brute avant variation de change		11 926	(18)	(2 183)	9 725	Marge brute
	d,e	—	(47)	4 510	4 463	Frais de vente et d'administration
	e	—	—	(261)	(261)	Produits financiers
	e	—	—	299	299	Charges financières
Gain sur change	c	(842)	(975)	—	(1 817)	Gain sur change
		(842)	(1 022)	4 548	2 684	
Marge brute	e	12 768	—	(12 768)	—	
Frais de vente et d'administration	e	4 177	—	(4 177)	—	
Bénéfice avant les postes ci-dessous :		8 591	—	(8 591)	—	
Amortissement						
Amortissement des immobilisations corporelles	e	2 265	—	(2 265)	—	
Amortissement des actifs incorporels	e	251	—	(251)	—	
		2 516	—	(2 516)	—	
Bénéfice avant frais financiers (revenus d'intérêts) et impôts sur les bénéfices	e	6 075	—	(6 075)	—	
Frais financiers (revenus d'intérêts)	e	38	—	(38)	—	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		6 037	1 004	—	7 041	Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat
Impôts sur les bénéfices	b	3 331	(7)	—	3 324	Charge d'impôt sur le résultat
Bénéfice net et résultat étendu		2 706	1 011	—	3 717	Résultat net de la période
Bénéfice par action, de base		0,08			0,11	Résultat par action, de base
Bénéfice par action, dilué		0,08			0,11	Résultat par action, dilué

Rapprochement du résultat global de la période de 9 mois terminée le 31 octobre 2010

Ancien libellé	Note	<i>PCGR du canada</i>	<i>Effet transition IFRS</i>	<i>Reclassement</i>	<i>IFRS</i>	Nouveau libellé ¹
(en milliers \$ CA)		\$	\$	\$	\$	
Bénéfice net		2 706	1 011	—	3 717	Résultat net de la période
Autres éléments du résultat étendu :						Autres éléments du résultat global :
	c	—	(983)	—	(983)	Écarts de change provenant de la conversion des établissements à l'étranger
Résultat étendu		2 706	28	—	2 734	Résultat global de la période

1. Certaines différences de présentation entre les PCGR du Canada et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat net ou sur le total des capitaux propres. Certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR du Canada, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas affectés.

Rapprochement des flux de trésorerie de la période de 3 mois terminée le 31 octobre 2010

Ancien libellé	<i>PCGR du Canada</i>	<i>Note c</i>	<i>Notes b, d</i>	<i>Note 2</i>	<i>IFRS</i>	Nouveau libellé 1
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$	\$	
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION						ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES
Bénéfice net	630	308	(35)	—	903	Résultat net
Ajustements pour :						Éléments sans effet sur la trésorerie :
Amortissement des immobilisations corporelles	758	(3)	9	—	764	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	86	—	—	—	86	Amortissement des immobilisations incorporelles
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(127)	—	—	—	(127)	Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés
Perte sur change hors caisse	166	(223)	—	—	(57)	Gain sur change hors trésorerie
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	3	—	—	(3)	—	
	—	—	—	(79)	(79)	Produits financiers
	—	—	—	103	103	Charges financières
Rémunération à base d'actions	31	—	28	—	59	Rémunération à base d'actions
Impôts futurs	917	—	(2)	171	1 086	Charge d'impôt sur le résultat
Bénéfice net ajusté pour les éléments non monétaires	2 464	82	—	192	2 738	Résultat net ajusté pour les éléments sans effet sur la trésorerie
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	4 068	(62)	—	86	4 092	Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement
				(202)	(202)	Impôt sur le résultat versé
	6 532	20	—	76	6 628	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT						ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Disposition (acquisition) de placements à court terme	14	(20)	—	(44)	(50)	Disposition (acquisition) de placements à court terme
				66	66	Intérêts reçus
Acquisition d'immobilisations corporelles	(111)	—	—	—	(111)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(60)	—	—	—	(60)	Acquisition d'immobilisations incorporelles
Réduction des autres éléments d'actif	(10)	—	—	—	(10)	Réduction des autres actifs non courants
	(167)	(20)	—	22	(165)	Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						ACTIVITÉS DE FINANCEMENT
Remboursement de la dette à long terme	(625)	—	—	—	(625)	Remboursement de la dette à long terme
	—	—	—	(24)	(24)	Intérêts versés sur swap de taux d'intérêts
				(74)	(74)	Intérêts versés
Émission d'actions avec droit de vote subalterne	4	—	—	—	4	Émission d'actions avec droit de vote subalterne
Rachat d'actions avec droit de vote subalterne	(950)	—	—	—	(950)	Rachat d'actions avec droit de vote subalterne
	(1 571)	—	—	(98)	(1 669)	Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	(42)	—	—	—	(42)	Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie
Entrées (sorties) nettes	4 752	—	—	—	4 752	Augmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	7 960	—	—	—	7 960	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	12 712	—	—	—	12 712	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période

1. Certaines différences de présentation entre les PCGR du Canada et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat net ou sur le total des capitaux propres. Certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR du Canada, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas affectés.
2. Selon le référentiel comptable antérieur, les intérêts versés (reçus) et l'impôt sur le résultat payé pris en compte dans l'établissement du résultat net faisaient l'objet d'une présentation distincte dans les renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie. Aux termes des IFRS, les intérêts versés (reçus) et l'impôt sur le résultat payé sont inclus dans le corps même du tableau des flux de trésorerie dans des postes distincts.

Rapprochement des flux de trésorerie de la période de 9 mois terminée le 31 octobre 2010

Ancien libellé	<i>PCGR du Canada</i>	<i>Note c</i>	<i>Notes b, d</i>	<i>Note 2</i>	<i>IFRS</i>	Nouveau libellé 1
(en milliers \$ CA)	\$	\$	\$	\$	\$	
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION						ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES
Bénéfice net	2 706	984	27	—	3 717	Résultat net
Ajustements pour :						Éléments sans effet sur la trésorerie :
Amortissement des immobilisations corporelles	2 265	(9)	27	—	2 283	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	251	—	—	—	251	Amortissement des immobilisations incorporelles
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	(52)	—	—	—	(52)	Gain à la cession d'immobilisations corporelles
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	195	—	—	—	195	Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés
Perte sur change hors caisse	128	(543)	—	—	(415)	Gain sur change hors trésorerie
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	11	—	—	(11)	—	
	—	—	—	(261)	(261)	Produits financiers
	—	—	—	299	299	Charges financières
Rémunération à base d'actions	219	—	(47)	—	172	Rémunération à base d'actions
Impôts futurs	2 979	—	(7)	352	3 324	Charge d'impôt sur le résultat
Bénéfice net ajusté pour les éléments non monétaires	8 702	432	—	379	9 513	Résultat net ajusté pour les éléments sans effet sur la trésorerie
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(2 232)	(315)	—	64	(2 483)	Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement
	—	—	—	(393)	(393)	Impôt sur le résultat versé
	6 470	117	—	50	6 637	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT						ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Disposition (acquisition) de placements à court terme	4 056	(117)	—	(55)	3 884	Disposition (acquisition) de placements à court terme
				224	224	Intérêts reçus
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 264)	—	—	—	(2 264)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(260)	—	—	—	(260)	Acquisition d'immobilisations incorporelles
Réduction des autres éléments d'actif	(6)	—	—	—	(6)	Réduction des autres actifs non courants
	1 526	(117)	—	169	1 578	Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						ACTIVITÉS DE FINANCEMENT
Émission de dette à long terme	4 370	—	—	—	4 370	Émission de dette à long terme
Remboursement de la dette à long terme	(1 692)	—	—	—	(1 692)	Remboursement de la dette à long terme
	—	—	—	(24)	(24)	Intérêts versés sur swap de taux d'intérêts
	—	—	—	(195)	(195)	Intérêts versés
Émission d'actions avec droit de vote subalterne	168	—	—	—	168	Émission d'actions avec droit de vote subalterne
Rachat d'actions à droit de vote subalterne	(3 736)	—	—	—	(3 736)	Rachat d'actions avec droit de vote subalterne
	(890)	—	—	(219)	(1 109)	Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	(164)	—	—	—	(164)	Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie
Entrées nettes	6 942	—	—	—	6 942	Augmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	5 770	—	—	—	5 770	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	12 712	—	—	—	12 712	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période

1. Certaines différences de présentation entre les PCGR du Canada et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat net ou sur le total des capitaux propres. Certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR du Canada, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas affectés.
2. Selon le référentiel comptable antérieur, les intérêts versés (reçus) et l'impôt sur le résultat payé pris en compte dans l'établissement du résultat net faisaient l'objet d'une présentation distincte dans les renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie. Aux termes des IFRS, les intérêts versés (reçus) et l'impôt sur le résultat payé sont inclus dans le corps même du tableau des flux de trésorerie dans des postes distincts.

NOTES EXPLICATIVES

a) Reclassement de l'actif d'impôt différé et du passif d'impôt différé

Aux termes des PCGR du Canada, lorsqu'une entreprise sépare ses actifs et ses passifs en actifs et en passifs courants et non courants, la tranche des actifs et des passifs d'impôt différé était aussi séparée en éléments courants et non courants. Aux termes des IFRS, lorsqu'une entité sépare dans son état de la situation financière, les actifs et les passifs en actifs et en passifs courants et non courants, elle doit classer l'actif d'impôt différé et le passif d'impôt différé dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Par conséquent, au 31 octobre 2010, c'est un actif d'impôt différé de 3 488 000 \$ inclus dans les actifs courants qui a été reclassé dans les actifs non courants pour un montant de 2 366 000 \$ et un montant de 1 122 000 \$ en diminution des passifs d'impôt différé inclus dans les passifs non courants.

b) Immobilisations corporelles

— Réévaluation comme coût présumé

Comme le décrit la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre terminé le 30 avril 2011, en vertu des exemptions facultatives sous l'IFRS 1, la Société a choisi d'évaluer son terrain à la juste valeur et de désigner cette juste valeur comme coût présumé à la date de transition. Ce choix a augmenté la valeur comptable du terrain de 3 724 000 \$ en date du 1^{er} février 2010 et augmenté le passif d'impôt différé de 501 000 \$, représentant un impact net de 3 223 000 \$ sur les résultats non distribués au 1^{er} février 2010.

— Dépréciation d'actifs

Comme plus amplement décrit à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre terminé le 30 avril 2011, un ajustement favorable 949 000 \$ est venu augmenter la valeur comptable des bâtiments au 1^{er} février 2010 et un montant de 255 000 \$ est venu augmenter le passif d'impôt différé, représentant un impact favorable net de 694 000 \$ sur les résultats non distribués en date du 1^{er} février 2010. Cet ajustement a été effectué pour ramener la valeur des immobilisations corporelles dépréciées à leur valeur comptable, qui aurait été calculée après amortissement si aucune dépréciation n'avait été antérieurement prise, compte tenu qu'une dépréciation n'est plus requise.

Cependant, après la comptabilisation de cette reprise de perte de valeur, la dotation aux amortissements de l'actif a été ajustée pour les périodes futures, afin que la valeur comptable révisée de l'actif soit répartie de façon systématique sur la durée d'utilité restante. Les ajustements portés aux résultats se résument comme suit :

États consolidés des résultats	Période de 3 mois terminée le 31 octobre 2010	Période de 9 mois terminée le 31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	9	27
Charge d'impôt sur le résultat	(2)	(7)
Impact net sur le résultat net	(7)	(20)

Ainsi, dans l'état consolidé de la situation financière, l'impact global de la conversion aux IFRS relativement aux immobilisations corporelles, soit la réévaluation du terrain et de la reprise de la perte de valeur, s'établit comme suit :

États consolidés de la situation financière	Au 31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)	\$
Immobilisations corporelles - ajustement du coût relatif à la réévaluation du terrain	3 724
Immobilisations corporelles - diminution de l'amortissement cumulé relatif à la reprise de la dévaluation	922
Immobilisations corporelles - valeur nette	4 646
Passif d'impôt différé	(749)
Impact net sur les résultats non distribués	3 897

c) Effet des variations des cours des monnaies étrangères

Selon les PCGR du Canada le classement entre un établissement étranger intégré ou autonome repose sur des critères d'indépendance qui nécessitent un jugement professionnel des faits et des circonstances économiques particuliers aux établissements à l'étranger.

La norme IFRS ne permet pas de classer l'établissement étranger en tant qu'établissement intégré ou autonome. L'entité doit déterminer sa propre monnaie fonctionnelle et mesurer sa situation financière et ses résultats dans cette devise. La monnaie fonctionnelle, qui est déterminée selon le principal environnement économique où l'entité exerce ses activités, doit être évaluée en tenant compte de trois indicateurs principaux, de deux indicateurs secondaires et de quatre indicateurs complémentaires si l'entité est une activité à l'étranger.

La monnaie fonctionnelle de chaque entité comprise dans les états financiers de la Société a été évaluée en fonction des indicateurs spécifiés dans les IFRS. Suite à ces analyses, la Société a conclu que la monnaie fonctionnelle de ses opérations américaines était le dollar américain.

Ainsi, comme décrit à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre terminé le 30 avril 2011, la transition aux IFRS a eu un impact sur les taux de conversion qui sont utilisés pour convertir les activités de chaque entité. Ce changement a eu des conséquences uniquement sur le taux utilisé pour la conversion des immobilisations corporelles (qui doit correspondre au taux de clôture selon les IFRS, et non plus au taux d'origine sous les PCGR du Canada) détenus par les établissements à l'étranger et de la dotation à l'amortissement reliée à ces immobilisations corporelles (qui doit correspondre au taux moyen selon les IFRS et non plus au taux d'origine sous les PCGR du Canada).

De plus, à la lumière de ce changement, les gains ou pertes sur change provenant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger sont comptabilisés dans l'état du résultat global.

États consolidés des résultats	Période de 3 mois terminée le 31 octobre 2010	Période de 9 mois terminée le 31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	(3)	(9)
Perte (gain) sur change	(305)	(975)
Impact net sur le résultat net	308	984

États consolidés de la situation financière	Au 31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)	\$
Immobilisations corporelles - coût	(272)
Immobilisations corporelles - amortissement cumulé	278
Impact net sur les immobilisations corporelles	6
Impact net sur le cumul des autres éléments du résultat global relatif à l'écart de change cumulé sur conversion des établissements à l'étranger	(983)
Impact net sur les résultats non distribués	989

d) **Rémunération à base d'actions**

Selon l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », chacune des tranches d'attribution d'achat d'actions ayant des dates différentes d'acquisitions des droits, doit être comptabilisée comme une attribution distincte. Une juste valeur doit être déterminée pour chacune des attributions. Au 1^{er} février 2010, le coût de rémunération de chacune des tranches a été recalculé en fonction de cette nouvelle méthode et amorti sur sa période propre d'acquisition des droits, dont voici les conséquences :

États consolidés des résultats	Période de 3 mois terminée le 31 octobre 2010	Période de 9 mois terminée le 31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)	\$	\$
Frais de vente et d'administration	28	(47)

États consolidés de la situation financière	Au 31 octobre 2010
(en milliers \$ CA)	\$
Augmentation de la rémunération à base d'actions suite au transfert aux IFRS	326
Écarts liés à la conversion aux IFRS sur les options levées	(84)
Impact net sur le surplus d'apport	242
Écarts liés à la conversion aux IFRS sur les options levées	84
Impact net sur le capital-actions	84
Augmentation de la rémunération à base d'actions suite au transfert aux IFRS	(326)
Impact net sur les résultats non distribués	(326)

e) **Reclassement**

Certains chiffres comparatifs ont fait l'objet d'un reclassement dans les états financiers consolidés pour les rendre conforme à la nouvelle présentation sous les IFRS.



CHARPENTES MÉTALLIQUES COMPLEXES
ET COMPOSANTES LOURDES EN ACIER
POUR L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION NON RÉSIDENIELLE

RAPPORT TRIMESTRIEL 3

Périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 octobre 2011

GROUPE ADF INC.

300, rue Henry-Bessemer
Terrebonne (Québec)
Canada J6Y 1T3

Tél. 450.965.1911
Sans frais 1.800.263.7560
Fax 450.965.8558

infos@adfgroup.com
www.adfgroup.com